

Ici comme en Grèce...



ENSEMBLE CONTRE L'AUSTÉRITÉ

Le PS a remporté la majorité absolue à l'issue du second tour des législatives. Il concentre en apparence tous les pouvoirs, mais il les met au service d'une politique d'austérité.

La page est donc tournée. À l'issue du second tour des législatives, François Hollande a la majorité qu'il souhaitait, absolue, sans même avoir besoin des autres forces qui se situent dans la majorité présidentielle, EÉLV et le Front de Gauche. Le mode de scrutin majoritaire à deux tours a profité au PS du fait des rivalités entre l'UMP et le FN. La vague rose parlementaire ne répond pas en effet à une mobilisation populaire. Elle est sérieusement atténuée par l'abstention record – plus de 44% –, en particulier dans les quartiers et les cités populaires, et parmi les jeunes. Dans le monde du travail, un attentisme sans illusion, désabusé, domine.

Le piège des pleins pouvoirs...

Jamais dans l'histoire de la V^e République un parti n'aura concentré autant de pouvoirs entre ses mains. Mais, paradoxe d'institutions antidémocratiques, sa base populaire, son assise est faible. Le PS a les pleins pouvoirs mais, dès maintenant, il est confronté à un profond mécontentement qui n'a pas trouvé les moyens de s'exprimer politiquement. La droite connaît une sévère défaite mais garde de solides positions. Elle est engagée dans une bataille avec l'extrême droite renforcée par la campagne démagogique de Sarkozy, une bataille pour la formation d'un grand parti de droite populiste. La logique même du scrutin majoritaire

contraint les forces réactionnaires à chercher une réponse à leur division qui a fait la force du PS. L'introduction annoncée d'une dose de proportionnelle pourrait permettre au PS de préparer les prochaines échéances électorales mais, d'ici là, il devra affronter la crise, l'épreuve du pouvoir avec en face de lui une opposition de droite et d'extrême droite qui rivaliseront de démagogie. Alors que la force du PS pourrait laisser imaginer une stabilisation politique, la réalité risque d'être tout autre de par les effets de la crise face auxquels le futur gouvernement n'aura d'autre politique que de s'adapter aux rapports de forces dominants, aux

SUITE PAGE 2



REGARDS
Guadeloupe, la presse rebelle
Page 2



ACTU
Défaite et recomposition annoncée de la droite Page 4



ACTU
Redressement productif, un sinistre gadget
Page 9

Agenda

21 juin, violences d'État, concert, Paris. À l'occasion de la Fête de la musique, un concert est organisé pour dénoncer les violences d'État. RV de 18 heures à minuit (M° Saint-Jacques).

23 juin, dette, rencontre, Paris. Une réunion nationale des collectifs contre la dette est organisée toute la journée. De 14 à 17 heures, deux tables rondes sont ouvertes au public : le collectif, l'audit et ses perspectives et le Pacte budgétaire, avec entre autres les Économistes atterrés. RV salle Eugène-Hénaff de l'annexe Varlin de la Bourse du travail, 29 bd du Temple, ou 85 rue Charlot (M° République ou Filles-du-Calvaire).

23 juin, Grèce, meeting, Paris. Dans le cadre de la réunion des collectifs contre la dette, un grand meeting de solidarité avec le peuple grec se tiendra à 18 heures, à la rotonde de Stalingrad (M° Stalingrad).

28 juin, dette, réunion publique, Fontenay-sous-Bois (94). Le CAC94 Nord (collectif local contre la dette) vous invite à un débat public sur le pacte budgétaire européen et la situation en Grèce, avec Roxanne Mitrailias (militante grecque contre la dette) et Jean-Claude Chailley (membre du collectif national). RV à 20h30, Maison du citoyen, 16, rue du Révérend-Père-Aubry. Plus d'infos sur : www.leurdette.wordpress.com.

30 juin, Sortir du colonialisme, Paris. Le réseau Sortir du colonialisme organise sa Journée d'été. Ordre du jour : 9-13 heures : « Les peuples sans État » 13-14 heures : pause déjeuner 14-18 heures : « Comment inscrire la Semaine anticoloniale dans la perspective de la nouvelle donne politique ? » RV de 9 à 18 heures, à l'Académie arts et culture du Kurdistan, 16 rue d'Enghien, Paris 10° (M° Bonne-Nouvelle ou Château-d'Eau). Réservations déjeuner : L'idée est de déjeuner touTES ensemble pour un échange convivial, autour d'un repas préparé par les camarades kurdes. Merci de nous confirmer votre présence pour pouvoir organiser au mieux ce buffet à l'adresse suivante : jzl2805@gmail.com La participation aux frais est fixée à 10 euros.

7-8 juillet, rencontres d'été des Féministes en mouvements. Les 45 associations du collectif « Féministes en Mouvements » vous invitent à leurs secondes Rencontres d'été. Le thème de cette édition sera « L'égalité femmes-hommes en chantier ! » Au programme, plénières, ateliers-débat, ateliers-formation, projections, village associatif, librairie, jeux et spectacle le samedi soir. RV du samedi 7 juillet à 10 heures au dimanche 8 juillet à 15 heures, Université d'Évry (Essonne).



Ici comme en Grèce, ensemble contre l'austérité

● ● ● **SUITE DE LA PAGE 1**

intérêts des groupes financiers et industriels. Dès maintenant il est emporté dans la tourmente de la crise de l'Europe capitaliste.

Hollande et Merkozy

Les 28 et 29 juin aura lieu le sommet des chefs d'État européens. Au cœur des discussions, la ratification du traité budgétaire concocté par Merkel et Sarkozy pour imposer à tous les peuples d'Europe la règle d'or de l'austérité. François Hollande tente de parler de sa propre voix vis-à-vis du pacte de Merkozy. Dans son « Pacte pour la croissance en Europe », il défend une politique de croissance, une taxe sur les transactions financières, le retour de la stabilité financière et le renforcement de l'Union économique et monétaire. Il propose d'injecter dès cet été 120 milliards dans l'économie. Sans doute, les chefs d'État parviendront-ils à un compromis, qui de toute façon sera payé par les peuples. Quelles que soient les modalités sur lesquelles ils se mettront d'accord pour sauver les banques et tenter de relancer l'économie, leur politique restera dans le cadre de la concurrence, de la rentabilité financière, du retour aux équilibres

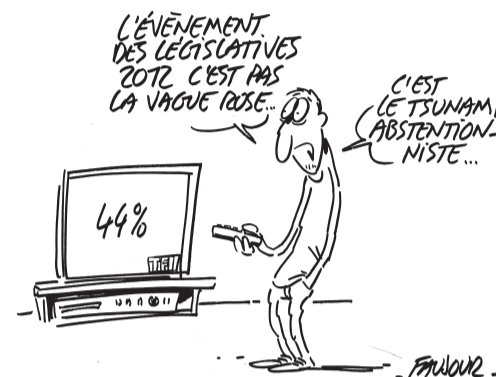
budgétaires par l'austérité en imposant de nouveaux sacrifices aux travailleurs et aux peuples.

Rassembler contre l'austérité

Une telle politique incapable d'apporter une solution à la crise aggravera les tensions sociales et politiques. Le rejet de Sarkozy et de sa politique entièrement soumise aux intérêts des riches, des possédants, des financiers, a pleinement profité à la gauche libérale du fait de la démoralisation après la défaite sur les retraites et à l'absence d'autres perspectives crédibles. La dynamique qui s'était enclenchée à la faveur de la campagne du Front de Gauche a marqué le pas au moment des législatives du fait des contradictions et ambiguïtés d'un mouvement qui n'a pas su ni voulu choisir entre une politique d'indépendance vis-à-vis du PS et son soutien à la nouvelle majorité. Mais le mécontentement est bien là et l'heure est au rassemblement de toutes les forces, de toutes celles et tous ceux qui refusent l'austérité en une opposition de gauche au gouvernement. Les élections législatives qui avaient lieu en Grèce, elles aussi, dimanche dernier apportent la démonstration que face au camp des partis

qui veulent imposer l'austérité et les exigences de la Troïka, il n'y a pas d'autre issue que de construire le rassemblement des forces qui refusent ces diktats pour mettre en place un gouvernement s'appuyant sur les mobilisations populaires pour annuler la dette, refuser l'austérité, remettre en cause la dictature de la finance. Ici, comme en Grèce, il n'y a pas d'autre politique pour les travailleurs et les classes populaires.

Yvan Lemaître



regards

Propos recueillis par Dominique Angelini

GUADELOUPE *La presse rebelle*

Pour dénoncer les conditions déplorables d'éducation en Guadeloupe, des jeunes militants ont créé le journal Rebelle ! qui fait grincer les dents des autorités. Plusieurs d'entre eux ont été inquiétés par la police et des proviseurs, dont Raphaël Cécé, étudiant et membre de la rédaction du journal.

Qu'est-ce que Rebelle ?

En septembre 2008, un groupe de jeunes « vétérans » des manif anti-CPE s'est réuni pour faire un petit journal photocopié destiné à « faire entendre la voix des jeunes qui contestent les idées officielles ». Ce journal s'intitule *Rebelle !* C'est un mensuel qui coûte 0,30 euro. Cinq des rédacteurs sont aussi membres de Combat ouvrier (groupe communiste révolutionnaire de l'UCI, comme Lutte ouvrière) et une quinzaine ont participé au mouvement LKP.

Concrètement, qu'est-ce que vous faites ?

Chaque semaine, nous nous réunissons pour débattre, écrire, et vendre notre journal aux autres jeunes (qui soi-disant n'aiment pas lire). *Rebelle !* est apprécié : en moyenne, chaque mois, en Guadeloupe un jeune scolarisé sur vingt l'achète et le lit ! Depuis près de quatre ans, nous dénonçons toutes les injustices. Nous parlons de l'histoire des révoltes d'esclaves en Guadeloupe, de la Révolution haïtienne, de la lutte des Noirs aux États-Unis... Toutes choses que les « éducateurs » du rectorat se refusent à faire. Nous nous battons contre le saccage de l'école par les autorités. Nous dénonçons, preuves à l'appui, les conditions d'hygiène déplorables, le délabrement scandaleux des bâtiments, l'infestation par les rats et les moustiques, l'incapacité à accueillir les élèves handicapés... Nous démontrons que, sous couvert d'apprendre « l'autorité » aux garçons et « la décence » aux jeunes filles, l'administration justifie l'abus de pouvoir, le « droit à la grossièreté » des chefs, et une intimidation sexiste scandaleuse subie par les jeunes filles : des insinuations malsaines au harcèlement pur et simple... Le journal *Rebelle !* mobilise les jeunes pour toutes les causes justes : de la collecte d'eau après le séisme en Haïti à la solidarité avec les personnels ouvriers de la fac, de la grève sur les retraites au soutien envers les syndicalistes poursuivis après le mouvement LKP.

Donc votre journal dérange...

Depuis les débuts du journal, huit procédures ont été lancées contre l'un ou l'autre de ses membres, soit par des chefs d'établissement, soit par le rectorat. Nos lecteurs sont régulièrement menacés de renvoi, avec parfois la promesse « de ne jamais retrouver une place ailleurs dans le système scolaire ». Cette année les attaques contre nous ont pris des proportions scandaleuses. Depuis dix mois, les responsables du rectorat, les chefs d'établissement et leurs représentants nous insultent dans les médias, nous traitent de « dangereux voyous », organisent un réseau d'espionnage pour observer nos faits et gestes et nous envoient régulièrement à la police pour des affaires qui sont finalement classées sans suite...

Pourquoi t'es-tu retrouvé au tribunal le 13 juin ?

Vendredi 18 mai, on s'est rassemblés pacifiquement – 43 jeunes âgés de 12 à 28 ans – devant le commissariat de Pointe-à-Pitre. On accompagnait Maïssa, une élève du lycée de Baimbridge. Avec son père, elle était convoquée par la police à la suite d'une plainte de son proviseur, Jean Alice, qui lui reproche son appartenance à *Rebelle !*

Probablement influencés par les rumeurs qui circulent contre nous, les policiers nous ont chargés brutalement. Quatre heures durant, nous avons tenu le terrain jusqu'à ce que Maïssa, puis un autre camarade arrêté violemment, ressortent libres. L'autre c'était moi... Pour tenter de justifier leurs actes, les policiers ont porté plainte contre Sony Laguerre pour « coups et blessures » et contre moi pour « menaces ». En fait, les responsables de l'école cherchent à monter la police contre les jeunes et vice-versa. C'est pratique ! Cela leur évite de nous affronter sur le fond ! Donc le 13, j'ai été convoqué au tribunal. Nous étions une centaine, malgré le bac qui commençait le lendemain. Les principaux syndicats étaient présents en solidarité. Et le procès a été renvoyé.

Qu'allez-vous faire maintenant ?

Notre règle de fonctionnement est très simple. Nous ne déclençons jamais d'incident. Mais nous ne reculons jamais devant les menaces illégitimes. À l'heure où même des personnels de l'Éducation commencent à témoigner auprès du journal *Rebelle !* sur des faits d'une extrême gravité – de l'intimidation sexiste au harcèlement sur mineurs – le refus des autorités à ouvrir une enquête et l'accélération de cet acharnement s'apparente à une véritable intimidation de témoins. La répression actuelle vise à terroriser les jeunes qui commencent à dénoncer les abus dont ils sont victimes. C'est pour cela que nous avons lancé une campagne unitaire pour défendre notre journal. Nous appelons à un meeting le 27 juin. Sony passera au tribunal le 10 octobre, et moi à nouveau le 16 janvier. Nous ferons alors le procès public de tous ceux qui sont responsables de la situation critique des jeunes en Guadeloupe, à commencer par les autorités scolaires. *Nou ka ba zot randévous si facebook annou ! Rebelle-be-bad.*



Jeunes lisant *Rebelle !* dans la cour du lycée malgré l'interdiction. (DR)

Syrie : tractations des grandes puissances

La violence a atteint un niveau inégalé depuis le début de la révolution le 15 mars 2011. Le constat est clair : le plan Annan (et ses observateurs) dont le premier objectif était de mettre fin à la violence a échoué.

Depuis l'arrivée des observateurs de l'ONU en avril dernier, le nombre de civils tués est d'environ 3 500. Le régime a accentué sa campagne militaire en utilisant des armes lourdes.

Le général Mood, chef de mission des observateurs, en a fait le constat en déclarant le 16 juin à Damas « la suspension provisoire de sa mission, à cause de l'augmentation de la violence dont les observateurs eux-mêmes sont victimes ».

Les forces armées de la dictature poursuivent une stratégie de guerre totale contre toutes les zones « rebelles » tandis que Homs, la ville martyre, ou plutôt les quelques quartiers encore résistants tels Alkhalidya subissent sans relâche des bombardements quotidiens.

La situation humanitaire est plus que dramatique. Les banlieues de Damas, en particulier Douma, ainsi que Idlib et la campagne d'Alep, Deir Ezzor et Lattaquié subissent le même sort. Les massacres de civils perpétrés par les milices du pouvoir (comme les massacres d'Alhoula, Alqoubeir, Alhafa...) sont fréquents.

L'objectif de l'oligarchie des Assad est de semer la terreur et de changer le rapport de forces sur le terrain, à défaut de pouvoir écraser la révolte.

Mais elle est loin de cet objectif, car les manifestations par milliers sont quotidiennes et les manifestants sont des centaines des milliers les vendredis ; l'armée syrienne libre est mieux organisée et résiste aux attaques des unités militaires du gouvernement.

Pire encore pour le régime, la deuxième ville du pays, Alep, connaît une grève générale depuis le 16 juin.

LE PAYS AU BORD DE LA GUERRE CIVILE

Assad, en transformant la Syrie en champ de bataille, encourage et provoque une résistance armée croissante. Les comportements barbares et humiliants de ses milices à caractère confessionnel ont pour corollaire de créer



(REUTERS/ALI HASHISHO)

une réaction de même nature. En bref, les Assad ont mis tous les ingrédients pour enfoncer le pays dans l'abysse de la guerre civile la plus barbare car confessionnelle. Ils pensent que celle-ci constituerait un dernier recours pour leur survie. Cela explique la deuxième raison évoquée par le général Mood pour justifier la suspension de sa mission. Selon lui « les deux parties (le régime et l'opposition révolutionnaire) manquent de volonté pour chercher une solution pacifique ». Or, ce général place sur un pied d'égalité une armée en action contre son peuple et une résistance populaire armée mal équipée défendant sa vie et celle de ce dernier.

L'augmentation de la violence du régime ces dernières semaines à l'encontre des villes révoltées vise aussi à faire avorter le plan Annan, qui comprenait des mesures de « transition démocratique pacifique ».

Sur le plan international, une négociation entre les États-Unis et la Russie (et leurs alliés

respectifs) est en cours ; le département d'État américain a déclaré le 15 juin qu'Obama et Poutine vont discuter « de leurs divergences sur la situation en Syrie à la marge du sommet du G20 au Mexique le 20 juin ». La même déclaration précise que « les deux pays poursuivent leur dialogue sur une stratégie de transition pour la période après-Assad ». De fait, le gouvernement russe n'écarte pas ce scénario, son ministre des Affaires étrangères Lavrov a déclaré le 10 juin « que son gouvernement n'accepterait pas de changement du régime syrien par la force, mais il ne s'oppose pas au départ de Bachar Assad si ce départ survient à l'issue d'un dialogue entre les Syriens eux-mêmes ».

La sauvagerie d'une dictature en guerre contre son peuple, la position géostratégique de la Syrie et l'opportunisme d'une opposition médiocre (le Conseil national syrien et le Comité national pour le changement démocratique) ont fait du pays une proie pour les prédateurs impérialistes de l'Est

et de l'Ouest, les premiers soutenant le régime et les seconds quelques groupes qui leur sont fidèles. Le peuple révolté, ses souffrances et sacrifices, ainsi que les forces populaires révolutionnaires sont complètement oubliés de ces criminels qui négocient leur part du gâteau. L'avenir de la Syrie est entre les mains de son peuple qui ne laissera personne décider de son destin. Il crée chaque jour ses organes de contre-pouvoir. Le processus révolutionnaire pour la liberté, la dignité et la justice sociale gagne sans cesse du terrain au prix d'énormes sacrifices certes, mais plus de la moitié du pays est hors du contrôle du régime. La révolution populaire syrienne finira par vaincre.

Ghayath Naisse



Par Jean-Philippe Divès

L'homme malade du capitalisme mondial

D'Obama aux dirigeants japonais et chinois, les membres du G20 réunis à Los Cabos, au Mexique, pressent les gouvernements européens d'adopter enfin un plan cohérent. Car l'Union européenne est l'homme malade d'une économie-monde capitaliste, elle-même plutôt mal en point. La crise économique et financière a fait exploser les contradictions d'une construction européenne fondée sur la « concurrence libre et non faussée »... d'abord entre les États européens eux-mêmes. C'est ainsi que la crise de la dette a été sur le vieux continent portée à son paroxysme, jusqu'à provoquer une crise de la zone euro, laquelle se trouve désormais menacée d'éclatement.

Face aux injonctions de leurs partenaires, les dirigeants des États qui, ensemble, forment la première zone d'activité du capitalisme mondial, continuent cependant de s'affronter, chacun défendant les intérêts de ses propres classes dominantes.

Derrière le plaidoyer de Hollande pour « la croissance », il y a en fait l'invitation aux capitalistes allemands à mettre la main à la poche. Merkel lui répond qu'il n'en est pas question, que l'Allemagne ne paiera pas pour les autres et que si jamais elle fait un geste ce sera en échange de contreparties fortes, austérité budgétaire renforcée (là-dessus, Hollande est en gros d'accord) et abandons de souveraineté au profit des institutions néolibérales antidémocratiques de l'UE. Pendant ce temps, Cameron, le Premier ministre britannique, invite les entreprises françaises à échapper à la fiscalité hexagonale en domiciliant leurs sièges sociaux dans la City...

Le président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, résume l'angoisse ambiante en déclarant : « La question n'est plus tellement de savoir quel modèle choisissent les Européens. Il faut simplement qu'ils en choisissent un. Et vite. » On n'en prend pas vraiment le chemin. Mais une chose est sûre : tous les « modèles », quels qu'ils soient, visent à faire payer la crise aux travailleurs et aux classes populaires. Pour lesquels l'urgence d'une riposte européenne grandit de jour en jour.

LE N°33 DE TOUT EST À NOUS! LA REVUE EST DISPONIBLE

VOUS TROUVEREZ DANS CE NUMÉRO un dossier sur la nécessaire unité des travailleurs, plusieurs articles sur la situation en Grèce, un repère sur le New Deal... et bien d'autres articles encore !

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :
Tout est à nous !,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil
Cedex.
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11.



FRONT DE GAUCHE Et maintenant ?

Le second tour des législatives a confirmé pour le Front de Gauche ce que laissait supposer le premier. Des résultats insuffisants pour marquer un saut qualitatif, et même un recul du nombre de députés élus.

De l'aveu même de Pierre Laurent, le score du Front de Gauche aux législatives n'est « pas un bon résultat ». Avec dix élus (neuf issus du PCF et un du PG), le groupe perd neuf députés par rapport à 2007 qui comptait seize élus communistes et apparentés et trois élus du PG. De mauvais résultats qui ne permettent pas au Front de Gauche à l'heure actuelle de constituer un groupe parlementaire. L'objectif est donc de se rapprocher dans un premier temps d'élus d'outre-mer divers gauche, et s'ils n'y parviennent pas, de demander l'abaissement du seuil de quinze à dix députés. Selon les principaux dirigeants du Front de Gauche, les explications de ces résultats sont multiples. Tout d'abord, selon Pierre Laurent, le mode de scrutin et l'inversion du calendrier électoral

favorisant les deux principaux partis, mais aussi pour Jean-Luc Mélenchon le choix de leur stratégie d'autonomie par rapport au PS. Stratégie qui sera sans aucun doute rediscutée dans les mois qui viennent dans le Front de Gauche, notamment à la lumière des résultats d'Europe Écologie-Les Verts qui a fait fructifier son accord électoral avec le PS.

Au-delà du résultat, les militantEs du Front de Gauche comptent faire entendre leur voix, en étant « les porte-parole des attentes du mouvement social, sans concession, ni naïveté, ni impatience ». À la fin de cette séquence électorale, la première question posée au Front de Gauche semble d'ores et déjà résolue : après la consultation des militantEs du PCF, ils n'entreront pas au gouvernement puisque ce dernier ne veut entendre parler que du programme du Parti socialiste. Mais dans le même temps les principaux dirigeants du PCF veulent que « réussisse le changement de gauche ». Seront-ils donc dans l'opposition ? C'est là

que les divergences se font entendre. Du côté du PG, on semble plutôt pencher pour un « ni-ni » très flou : ni dans la majorité ni dans l'opposition. Par contre, au sein du Parti communiste, on est beaucoup plus clair, en particulier Marie-George Buffet affirmant dès le lendemain du second tour dans les colonnes de l'Humanité : « Nous ne sommes pas dans l'opposition mais dans la majorité de gauche de façon constructive, pour réussir. »

Autrement dit, soutenir sans participer, une position déjà tenue par le PCF dans le passé. Position difficilement compréhensible pour le plus grand nombre et en tout cas bien insuffisante pour pouvoir résister aux politiques d'austérité à la sauce PS dès que les choses sérieuses vont vraiment commencer. Avec le gouvernement au sein de la majorité ou avec son opposition à gauche, il va vite falloir choisir.

Sandra Demarcq

Défaite et recomposition annoncée de la droite

La droite s'est pris une grosse claque aux législatives. La plupart des candidats de la droite dite « populaire », celle qui chasse le plus effrontément sur les terres de l'extrême droite, sont battus. Figurent aussi au palmarès des vaincus Guéant et Morano. La mine déconfite de ces deux anciens ministres piliers de l'ère sarkozyste faisait bien plaisir à voir dimanche soir ! Au total, l'UMP perd une centaine de députés. Autant de politiciens mis au régime sec, pour lesquels il va devenir urgent de retrouver une place dans le jeu institutionnel. Le glas de la défaite avait à peine sonné que les querelles internes et la lutte pour le leadership au sein de la droite se sont exprimées sans fard. Copé, Fillon, Juppé sont sur les rangs... mais le parti bâti autour du pouvoir de Chirac puis de Sarkozy a sans doute vécu. La pression de l'extrême droite est de plus en plus forte. Certes, Marine Le Pen n'est pas élue députée, et c'est tant mieux, mais c'est elle qui a mené le jeu à Hénin-Beaumont, et c'est son parti qui a joué les donneurs d'ordres idéologiques au sein de l'UMP. Que Morano soit tombée si grossièrement dans le piège de l'humoriste Dahan n'est pas un hasard : quand on donne une interview à Minute, il n'y a plus de retenue. Les digues sont rompues entre une partie de la droite et l'extrême droite. La droite a perdu toutes les élections depuis cinq ans et le chantier de la création d'une droite populiste est ouvert, même si certains, comme Copé, tenteront de jouer la continuité de l'UMP face au FN.

Succès électoraux pour l'extrême droite

C'est le mode de scrutin qui empêche l'arrivée massive de députés FN à l'Assemblée. Partout où le FN était face à un candidat de gauche, il a progressé en voix par rapport au premier tour, signe évident que pour l'électorat de droite, la préférence est nette. Il y aura donc trois députés d'extrême droite, reflétant les multiples visages de la nébuleuse fascisante. L'élection la plus symbolique est celle de Marion Maréchal-Le Pen, pur produit du sérail familial frontiste. Envoyée par son grand-père à Carpentras comme sur une terre de mission, elle a déclaré : « Tant mieux si le fait que je sois jeune et une femme permet aux gens d'entendre plus facilement notre message ». L'avocat Gilbert Collard, qui a mangé à tous les râteliers avant de s'acoquiner avec Marine Le Pen, joue la carte du populisme, de la démagogie contre les élites. Quant au troisième larron, le maire d'Orange Jacques Bompard, il milite à l'extrême droite depuis son adolescence (Occident, Ordre nouveau, FN puis Ligue du Sud, mouvement calqué sur la Ligue du Nord italienne).

Combattre l'emprise du FN dans les milieux populaires

Le danger que représente cette poussée électorale du FN est, dans l'immédiat, que celui-ci accroisse son emprise dans les milieux populaires. Les prétentions de l'extrême droite à représenter les intérêts du monde du travail doivent être démontées et réfutées, par la propagande et l'agitation quotidiennes, menées par toutes les organisations du mouvement ouvrier. Et pour les anticapitalistes, il s'agit aussi de proposer une politique offensive à notre camp social, qui se traduise par des luttes et des succès sur ce terrain, afin que puisse clairement apparaître qui est véritablement du côté des opprimés et qui ne l'est pas.

Marie-Hélène Duverger

LÉGISLATIVES

Victoire socialiste contre la droite... et le reste de la gauche

Les socialistes ont remporté la majorité absolue des sièges à l'Assemblée nationale, ce qui leur permet de mettre en place la politique qu'ils souhaitent sans se préoccuper de leurs divergences avec Europe Écologie-Les Verts et le Front de Gauche.

Les socialistes sont contents. Ils ont la majorité absolue à l'Assemblée nationale, pour la première fois depuis 1981, avec 278 députés, plus leurs appendices habituels, 22 « divers gauche » et 13 radicaux de gauche. Soit 313 députés sur 577, 52% des sièges. Ils avaient eu 58% des sièges en 1981, 48% en 1988, 42% en 1997.

Certes, l'abstention a été massive. Un électeur sur deux ne s'est pas déplacé : l'enthousiasme populaire pour le nouveau pouvoir socialiste est limité. Selon un sondage Ipsos, 41% des ouvriers auraient voté (contre 59% des cadres), et 37% des 18-24 ans, 44% des 25-34 ans (contre 73% des plus de 60 ans) ! Si le PS obtient la moitié des députés à lui seul, seulement 16,4% des inscrits ont voté pour lui au premier tour des législatives. Mais qu'importe l'abstention pourvu qu'on ait l'ivresse de la victoire, même si elle est rendue encore plus éclatante par les mécanismes antidémocratiques du système électoral de la V^e République.

Or, c'est précisément ce système qui permet aussi aux socialistes d'imposer leur hégémonie sur leurs alliés et concurrents à gauche. Europe Écologie-Les Verts (EÉLV) et le Front de Gauche ne sont pas indispensables aux socialistes pour avoir la majorité. Pour le député PS Bartolone, « François Hollande et Jean-Marc Ayrault ne se lèveront pas chaque matin en se demandant si tel ou tel groupe de députés le soutiendra. [...] La porte du gouvernement ne leur est pas fermée, mais ils ne peuvent pas venir menacer le besoin de cohérence qui a été exprimé dimanche par les électeurs. Ils ne peuvent pas venir en posant leurs conditions. C'est la situation idéale. » C'est-à-dire celle qui



permettra aux socialistes de mener plus facilement leur politique d'austérité !

Pourtant ravalés au rang de godillots d'appoint, jamais décisifs, les responsables d'EÉLV sont tout de même bien contents, eux aussi ! Ils passent de trois à dix-huit députés. « C'est une grande et très belle date dans l'histoire des écologistes », a dit la ministre Cécile Duflot. Mais dans celle de l'écologie ? Car pour obtenir ces députés et un groupe « indépendant », les Verts ont renoncé à leur indépendance politique en signant avec le PS un accord qui garantissait, dès le premier tour, l'investiture commune PS-EÉLV à 63 de leurs candidats, en échange de l'acceptation du nucléaire et d'un ralliement à l'essentiel du programme socialiste. Daniel Cohn-Bendit, pourtant favorable à cette capitulation complète, s'en inquiète un

peu : « À long terme, le danger c'est qu'on devienne les radicaux de gauche : on a quelques ministres et beaucoup de députés, mais on n'existe pas dans la société. »

C'est ce qui explique le sort si contraire d'EÉLV et du Front de Gauche. EÉLV a dix-huit députés après avoir fait 2,3% des voix à la présidentielle, le Front de Gauche en a dix (il perd neuf élus par rapport à 2007) en ayant fait 11,1% avec Mélenchon, et en ayant progressé au premier tour par rapport aux législatives de 2007 (6,9% contre 4,3% au seul PCF).

Le communiste Pierre Laurent n'a pas tort de dire que « le Front de Gauche paie ainsi le prix de son indépendance ». Mais quelle indépendance exactement ? Car s'il est à peu près certain que ni le PCF ni le PG n'entreront au gouvernement, ils entretiennent

une grande ambiguïté à l'égard du nouveau pouvoir. « Ni dans la majorité ni dans l'opposition » dit Mélenchon. Quelle perspective le Front de Gauche peut-il alors offrir aujourd'hui, pour résister à l'austérité de gauche ?

Alors maintenant ? On attend les prochaines élections, ou on prend des initiatives politiques sur le terrain de la lutte de classe ?

Yann Cézard

ÉGYPTE **La révolution volée**

En moins d'une semaine, le Conseil suprême des forces armées (CSFA) a vidé le résultat final des premières élections présidentielles « libres » de l'histoire de l'Égypte de tout véritable enjeu, rappelant qu'il tenait bien les rênes du pays et n'entendait pas les lâcher de sitôt.

Lundi 18 juin, quelques centaines de supporters de Mohamed Morsy ont fêté la victoire du candidat des Frères musulmans (FM) sur l'emblématique place Tahrir. Ces manifestations, que l'on pouvait attendre massives, n'ont duré que quelques heures. Signe de prudence, alors que les résultats officiels ne devaient être annoncés que le 21 juin ? Quand bien même l'avance de Morsy sur Shafiq – le dernier Premier ministre de Moubarak et candidat de l'armée – se confirmerait, les regards sont déjà tournés ailleurs.

Mercredi 13 juin, le premier tour de vis du CSFA est donné : alors que l'état d'urgence avait été levé à la fin du mois dernier, la police militaire ainsi que l'armée sont à nouveau autorisées à arrêter et détenir des civils, rétablissant de fait la loi martiale. Le lendemain, la Haute Cour constitutionnelle (HCC) examinait la validité de la fameuse loi « d'isolation politique », votée fin avril par le Parlement dominé par les FM, dont l'objectif était d'empêcher les figures de l'ancien régime de se présenter aux élections. Il était prévisible que la Cour, instrument aux mains du CSFA, invalide cette loi et permette à Shafiq de rester dans la course. Mais en décidant également d'invalider la loi électorale, ce qui entraîne mécaniquement la dissolution du Parlement ainsi que de la Commission d'écriture de la Constitution à peine élue, c'est à un véritable coup d'État institutionnel que s'est livré le CSFA, foulant au pied le vote des Égyptiens lors des législatives de décembre/janvier dernier, qui avaient donné une majorité aux FM et à leurs alliés salafistes de Al-Nour. Vendredi, à la veille des élections, les centaines de milliers de voix qui scandaient des slogans deux semaines plus tôt, après le verdict rendu dans le procès Moubarak, ont laissé la place à un silence assourdissant : abasourdis, les révolutionnaires n'ont pas mobilisé, alors que la confrérie, fidèle une fois de plus à son orientation légaliste, avait annoncé qu'elle « respectait » la décision de la HCC.

C'est dans un climat d'apathie que s'est déroulé le scrutin de ce week-end. On peut supposer que la perspective d'élire un président sans Parlement était destinée à décourager les électeurs dont le choix se porterait



Alexandrie, le 28 mai. Après l'annonce des résultats officiels du premier tour, des centaines de personnes manifestent leur colère contre Ahmed Shafiq. (RB)

sur Morsy. Anticipant une possible défaite de Shafiq, ce que les résultats officiels semblent confirmer, le CSFA, quelques heures à peine avant la fermeture des bureaux de vote, a abattu une nouvelle carte, en annonçant un « addendum » à la déclaration constitutionnelle de mars 2011. Prétextant le blocage du processus constituant, qu'elle a elle-même interrompu, l'armée annonce qu'en plus du pouvoir législatif dont elle est désormais dépositaire, elle se charge de nommer une nouvelle Commission d'écriture de la Constitution, mettant un peu plus à mal le processus de transition démocratique. En s'arrogeant un droit de veto sur des dispositions constitutionnelles qui contreviendraient aux « intérêts du pays », ainsi que sur une éventuelle déclaration de guerre¹ qui ne pourrait se faire sans son aval, le CSFA a clairement marqué son territoire et s'est prémuni contre une victoire de Morsy.

Sans aucun pouvoir mais responsables devant le peuple de la résolution des problèmes qui se posent dans la société égyptienne, à commencer par la crise économique, les Frères musulmans, si leur victoire se confirmait, sont amenés à perdre

à nouveau de leur influence lors des prochaines élections législatives... Sauf à choisir la voie de la confrontation avec le CSFA, en mobilisant ses troupes et en appelant à descendre dans la rue... au risque de se faire déborder par l'aile révolutionnaire, dont les représentants se sont vu opposer maintes fois une fin de non-recevoir à leurs propositions d'actions unitaires. De ce côté, l'ex-candidat nassérien Hamdeen Sabbahi a d'ores et déjà appelé à la constitution d'un bloc révolutionnaire pour les prochaines élections. Perspective qui paraît bien insuffisante, au moment où le CSFA, en balayant en quelques jours des acquis démocratiques déjà insuffisants, a montré si besoin en était que la seule voie pour satisfaire les objectifs de la révolution passait par une mobilisation de masse et une remise en cause des structures de l'État.

Romain Hingant

1. Disposition que l'on ne peut qu'interpréter comme étant destinée à rassurer Israël, qui s'inquiète d'une possible victoire des Frères musulmans.

TUNISIE

La violence salafiste pour étouffer les revendications sociales ?

Depuis l'arrivée au pouvoir du parti islamiste Ennahdha, proche des Frères musulmans égyptiens, des milices salafistes sévissent dans le pays en toute impunité : occupation des campus universitaires, attaques contre les enseignants et les étudiants, contre des commerces, des salles de cinéma, de théâtres, des salles d'exposition, le siège de la télévision nationale, les radios, etc. Alors que ces attaques sèment la terreur dans le pays depuis des mois, la réponse systématique de la police est : « nous n'avons eu aucune consigne d'intervention ». Cette inertie du gouvernement a plusieurs explications : d'une part, cela lui permet de faire avancer ses idées sur le terrain, sans être directement impliqué, d'autre part, cela permet à Ennahdha d'apparaître comme un mouvement « modéré », comparativement. Enfin, ces attaques ont permis pendant des mois de détourner l'attention des questions fondamentales : emplois, salaires, indemnisation des familles des victimes de la répression et poursuites contre les responsables de ces répressions sous Ben Ali et sous les deux gouvernements dirigés par Mohamed Ghannouchi. Ainsi, depuis des mois, le débat public s'est essentiellement situé sur

le terrain identitaire.

Si les salafistes en Tunisie sont divers et peuvent – pour une part d'entre eux – aspirer à une indépendance vis-à-vis d'Ennahdha, ils en sont dans une certaine mesure l'aile violente et radicale, beaucoup sont issus de ce parti, et on les retrouve côte à côte dans nombre de manifestations. Mais ils ont aussi été historiquement l'instrument du pouvoir benaliste dans sa prétendue lutte contre le terrorisme et demeurent donc aujourd'hui fortement infiltrés par les agents de « l'ancien » régime.

Les violences simultanées de la semaine dernière, dont ils ont été les principaux acteurs, ne peuvent donc pas être analysées sans prendre en compte ces influences. Elles surviennent au moment où il y a de fortes mobilisations de chômeurs à Jendouba et au Kef, une forte colère populaire à Kasserine et Thala quand les responsables de la répression sous Ben Ali ont été innocentés par le tribunal militaire. La condamnation de Ben Ali à la perpétuité n'y change rien ; tout le monde sait que ce dernier ne sera jamais inquiété par l'actuel gouvernement. Pour finir, c'est dans ce contexte que Béji Caïd Essebsi, premier ministre du 28 février au 23 octobre 2011, vieux bourgeois, lance son nouveau parti « Appel de la Tunisie », qui deviendra très probablement le grand parti de la bourgeoisie.

Ces troubles récents serviront-ils à la bourgeoisie « moderniste » à se réhabiliter, réhabiliter un certain nombre de benalistes et préparer leur reprise en main officielle des affaires politiques, comme le souhaite une partie des puissances impérialistes et comme commence à l'accepter et même l'appeler de ses vœux une partie non négligeable de la petite bourgeoisie ?

Ou serviront-ils au gouvernement Ennahdha pour réprimer toute contestation sociale ? Puisqu'il a d'ores et déjà annoncé la réactivation des lois antiterroristes et lancé en même temps par des plaintes multiples des procédures judiciaires contre des militants syndicaux et politiques.

La situation n'est pas encore suffisamment claire, mais ce qui est certain, c'est que cette mise en avant des questions identitaires, leur mise en scène depuis des mois, ne sert strictement pas la classe ouvrière dont les luttes, nombreuses et courageuses, restent dispersées et de moins en moins victorieuses.

Wafa Guiga

RUSSIE **L'opposition progresse**

La « Marche des millions » du 12 juin marque sans aucun doute la fin d'une étape bien précise dans le développement du mouvement. L'événement en lui-même ne consistait en rien de franchement nouveau. Au contraire, le cortège réunissant des millions de personnes et le meeting tenu en vitesse sur la place Sakharov ont montré de façon très claire que les anciens mots d'ordre et formes de protestation avaient atteint leurs limites. Il est aujourd'hui nécessaire de repenser de façon radicale le contenu politique du mouvement et d'élargir sa base sociale.

Après la première vague de meetings « Pour des élections honnêtes » en décembre, la tension qui a régné le 4 mars et la courte apathie qui a suivi les événements désormais tristement célèbres du 6 mai et, enfin, l'« occupation » du centre de Moscou pendant deux semaines, cela semble aujourd'hui évident : une autre politique a vu le jour en Russie, elle occupe la rue et ne disparaîtra pas sous l'effet de quelques manœuvres osées du Kremlin. Des dizaines de milliers de personnes ont fait l'expérience d'une participation politique véritable. Et il ne s'agit plus ici de se contenter de rassemblements organisés tous les deux mois à l'appel des leaders. Un nouveau secteur regroupant des personnes assez nombreuses et dynamiques est apparu. Celles-ci sont aujourd'hui prêtes à s'auto-organiser, à mener un travail d'agitation régulier, à échanger activement des informations et à se montrer solidaires. Elles s'intéressent à la politique et comprennent son importance. Les autorités ont parfaitement conscience de cette réalité. Elles ont compris qu'elles n'ont pas affaire à une énième effusion d'émotion mais n'ont pas encore défini leur propre tactique. L'incertitude des élites au pouvoir se reflète dans l'offensive répressive de ces derniers mois et l'évident manque d'empressement à franchir le Rubicon de l'instauration de l'état d'urgence. Il est probable qu'elles continuent de faire la girouette entre durcissement et reculs prudents, et vice versa. Ce qui n'aura pas lieu ne fait aucun doute : pas la moindre concession sérieuse sous forme de réforme, de libération de prisonniers politiques et, surtout, de réactions positives aux demandes sociales. Bien au contraire. Dans un contexte de crise économique qui s'aggrave et de diminution du prix du pétrole, les élites vont très bientôt s'en prendre au niveau de vie de l'immense majorité. Cela passera par l'augmentation du prix du gaz et de l'essence, l'accélération de la privatisation du secteur public ainsi que la réforme des pensions. Tout cela rend dès aujourd'hui nécessaire la transformation du mouvement qui réunit l'ensemble de la société en un mouvement de contestation sociale.

Mais le mouvement lui-même est traversé par une crise évidente. Les leaders libéraux qui ont monopolisé le comité organisationnel mis en place pour les actions massives ne cessent de perdre la confiance de la majorité des participants. Maintenant que la saison électorale est terminée et que l'exigence d'« élections honnêtes » n'est plus la priorité, il apparaît évident qu'ils ne sont pas en mesure de proposer des perspectives politiques conséquentes, de définir des objectifs et méthodes d'action qui puissent donner au mouvement une orientation et lui permettre d'intégrer de nouveaux membres. Tout ce dont ils sont capables, c'est de conserver le contrôle sur l'organisation d'événements massifs avec l'aide des médias et par le biais de manipulations. Leur stratégie se borne à attendre l'action suivante – prévue pour le 15 septembre – et à espérer que les circonstances changeantes leur permettront de s'asseoir à la table des négociations avec le pouvoir et d'être intégrés au système politique.

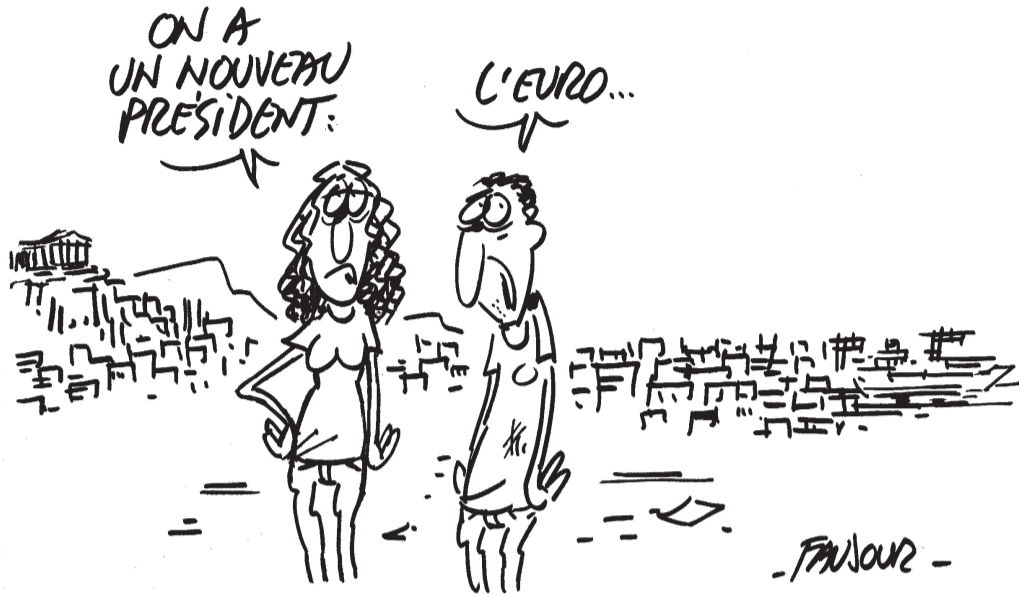
Enfin, au fur et à mesure du développement du mouvement, la gauche radicale, qui n'était au départ qu'une force visible mais marginale, en est devenue une composante essentielle. Cela se reflète dans sa présence sans cesse croissante dans les grosses actions, dans le rôle qu'elle a joué lors de l'occupation du centre de Moscou pendant deux semaines ainsi que dans le changement d'humeur qui touche la plupart des participants au mouvement. La prise de conscience de la nécessité de poser des revendications sociales va de pair avec une demande pour plus de démocratie et de transparence dans les prises de décision au sein même du mouvement. Les membres du Conseil de coordination des forces de gauche, où sont rassemblés la plupart des groupes de gauche de Moscou, dont le RSD, le savent bien. Cependant, on ne peut affirmer que nous soyons prêts à faire pencher de manière significative la balance des forces participant au mouvement de notre côté, tant sur le plan organisationnel que politique.

Ilya Boudraïtskis

Traduction : Charlotte Fichetef

EN GRÈCE, RÉ

NOUVELLE CATA EN GRÈCE



Le 17 juin, de nouvelles élections législatives avaient lieu en Grèce. La coalition de gauche radicale Syriza qui était souvent en tête des sondages, est finalement arrivée en deuxième position derrière la droite de Nouvelle démocratie. Giorgos Mitralias et Tassos Anastasiadis analysent pour nous cette élection et ses conséquences. Nous avons également interrogé Frédéric Lemaire qui est un des organisateurs de l'apéro-meeting (voir agenda p.2) en soutien du peuple grec, le 23 juin.

Syriza triomphe et... perd les élections, mais peut-être n'est-ce que partie remise

Il s'en est fallu d'un rien, 2,77% des voix, pour que la coalition de la gauche radicale (Syriza) gagne les élections grecques et parachève triomphalement l'extraordinaire montée en flèche de son score électoral qui est passé de 4,5% à presque 27% en moins de trois ans ! Cependant, la droite coalisée de Nouvelle Démocratie et ses acolytes de tout bord (les vieux sociaux-libéraux du Pasok et les apprentis sociaux-démocrates de la Gauche démocratique) ont tous le droit de pousser un ouf de soulagement : la menace de la formation d'un gouvernement de gauche abolissant les mesures d'austérité vient de s'éloigner, au moins pour l'instant...

Le soulagement est d'ailleurs général parmi ceux d'en haut qui nous gouvernent et nous affament. L'euro s'envole, les marchés respirent, Mme Merkel exulte et l'Internationale dite « socialiste » des Papandréou et Hollande se félicite de la « défaite » de ces empêcheurs de tourner en rond nommés Tsipras & Co. Alors, fin du cauchemar qui a vu les cobayes grecs se révolter et occuper le « laboratoire Grèce » ? La réponse est un Non catégorique. Le cauchemar est ici pour y rester et tout indique que le nouveau gouvernement grec sera fragile et faible, miné par ses contradictions internes, la crise qu'il ne maîtrise pas et, surtout, par la résistance grandissante du peuple grec...

D'ailleurs, une analyse un peu plus approfondie des résultats électoraux de Syriza témoigne des lendemains qui déchantent pour les partisans des plans d'austérité. Syriza prend le large dans

les tranches d'âge de 18 à 45 ans et s'assure un vrai triomphe dans les grands centres urbains comme le grand Athènes, Le Pirée ou Patras où vit et travaille plus de la moitié de la population grecque. En somme, Syriza s'assure le soutien de la population active et jeune tandis que les partisans de la Troïka et de l'austérité (La Nouvelle Démocratie et Pasok) survivent grâce à l'appui de la grande majorité des gens âgés (+65 ans) et de la campagne grecque. Une réalité sociale politique de très mauvais augure pour la réaction grecque et ses patrons internationaux si on pense que ce sont exactement ces tranches d'âge et ces populations urbaines qui traditionnellement font l'histoire des pays du Nord...

S'il y a donc une leçon à tirer de ces élections grecques, c'est que Syriza domine désormais chez les travailleurs et les chômeurs, la jeunesse et les quartiers populaires, les bastions historiques de la gauche communiste, là où le PC grec (KKE) gardait jusqu'à peu une présence incontestée. Le changement est de taille, il est historique, vu que ce KKE qui dominait Syriza jusque il y a encore deux ou trois mois, est maintenant réduit à une influence électorale marginale (4,5%) après avoir subi une véritable hémorragie de militants et sympathisants au profit de la coalition de la gauche radicale.

À vrai dire, la recombinaison de fait du paysage de la gauche grecque est presque totale, si on ajoute une autre, et encore plus grande hémorragie, celle subie par la coalition des organisations d'extrême gauche Antarsya

au profit toujours de Syriza. Étant réduit à un éloquent 0,33% des voix, Antarsya doit maintenant tout faire pour éviter que sa crise ne conduise à un dramatique gâchis de milliers de militants révolutionnaires au moment où toute la gauche radicale grecque en a le plus besoin...

Cependant, il serait totalement faux de croire que Syriza aura désormais la vie facile, qu'elle peut se prévaloir de la fidélité permanente de ses 2 millions d'électeurs. Au moindre faux pas de sa direction, Syriza risque de tout perdre en un temps record car l'écrasante majorité de ses électeurs l'a soutenue non pas pour des raisons « idéologiques » mais pour qu'elle donne – et applique – des solutions radicales à ses problèmes vitaux. C'est pourquoi d'ailleurs, Syriza a énormément accéléré sa montée en flèche dès que l'objectif de sa campagne est devenu de gagner les élections et de former un gouvernement de gauche qui allait abroger tout de suite les mesures d'austérité. Et c'est, à l'inverse, pourquoi Syriza a perdu, pendant les trois derniers jours de la campagne, son avance – et avec elle les élections – parce que sa direction a tenté d'amadouer ses adversaires en rendant son programme et son discours moins radicaux.

Attention donc aux « faux pas » car les conséquences en seraient maintenant cataclysmiques : ceux qui en profiteraient ne seraient pas les ex-grands partis traditionnels, mais les tueurs néonazis « qui sont ici pour y rester ». Pas seulement dans les urnes mais surtout dans les rues où ils multiplient déjà les agressions assassines contre les immigrés et les militants de gauche. Malheureusement, l'impréparation de la gauche grecque devant la peste brune a permis que le serpent néonazi soit désormais bien sorti de son œuf. Il n'est jamais trop tard que pour cette gauche grecque se décide au plus vite à affronter le monstre naissant ne serait-ce que pour assurer son autodéfense... Tout cela étant dit, il reste à tirer deux ou trois grandes leçons de l'expérience de ce Syriza formé, il y a bientôt neuf ans, de l'alliance ou plutôt du « mariage » d'un parti réformiste de gauche (Synaspismos) avec une douzaine d'organisations et courants d'extrême gauche. La première leçon est que l'unité est possible. La deuxième que cette unité paye. Et la troisième, que l'unité est possible et payante à condition qu'elle soit fondée sur la radicalité ! Par les temps qui courent, une expérience comme celle de Syriza mérite toute notre attention et – évidemment – notre solidarité internationaliste active. Car en Grèce la victoire de la gauche radicale reste possible et peut n'être que partie remise...

Giorgos Mitralias, le 19 juin



Athènes, le 14 juin. Alexis Tsipras pendant le meeting de Syriza. (Jo)

« Relanc

Au terme d'une campagne inouïe le mensonge, le chantage (un grand pour son interview à une télé grecque) respectueux de la misère libérale contre la gauche assimilée au terrorisme bonne nouvelle le quotidien des grecs rotypia ressortant le 16 juin avec moquant de cette campagne de l'emporte au finish, mais le score grand succès et espérons-le, une les cauchemars de la bourgeoisie des élections avec Tassos Anastasiadis responsable syndical dans le secteur militant d'OKDE-Spartakos, section IV^e Internationale.

Que dire des résultats ?

L'opposition du peuple grec au mémorandum puisque tous additionnés, les partis représentent que 45% des votants. La droite confirme également, et avec les critères Pasok dans la gauche, on a 51,5% pour un rapport de forces interne impressionnant Pasok et donc presque 40% à sa gauche ! Malgré une remontée de la Nouvelle Démocratie le système politique traditionnel est délégitimé deux partis du bipartisme ne totalisant que 42%, et Syriza, présenté comme un parti plongeur le pays dans la famine et le chômage dix points de plus que le 6 mai sa part. Dans ces conditions, le gouvernement pour continuer le sale boulot de la Troïka les résistances sont prévisibles, d'autant que avec la perspective d'un gouvernement de gauche par ces élections. Je pense donc qu'on va vers une situation où les contradictions vont s'accroître.

Les méd

Le 23 juin à 18 heures, à la suite d'un meeting nationale, les collectifs contre la dette ont organisé un rassemblement de soutien au peuple grec. Frédéric Lemaire qui en est l'un des organisateurs explique comment tous les médias ont travaillé pour le parti pour l'austérité.

Ce dimanche, la droite a gagné les élections dans un contexte très tendu. Quels sont les enjeux a-t-il eu dans les médias ?

D'une manière générale, du côté des médias on a entendu le même son de cloche : la victoire de la droite en Grèce est une « bouffée d'air », elle est « soulagement ». Pour qui ? Pour le « monde des médias »... c'est-à-dire les médias européens. Une dépêche de l'AFP datée du 17 juin dit le ton : « Élections en Grèce : les Européens tendent la main à Athènes ». La couverture médiatique des élections est caractérisée par un biais récurrent – constaté lorsque Papandréou avait proposé des plans sur les plans d'austérité imposés par la Troïka – se font les relais du discours, voire des discours européens. On retrouve ainsi assez largement l'idée que la victoire de la droite serait synonyme d'une volonté de quitter

SISTANCE !

er les luttes ouvrières»

basée sur la peur, bravo à Hollande (comme pour un « bon exemple !), les attaques antisocialistes – avec comme exemple les grévistes d'Eleftherios – la couverture se fait la peur ! – la droite de Syriza est un moyen de prolonger la crise. Le point au soir de Tsipras, très actif dans la presse et la culture grecque de la

mandat se confirme, le mémorandum ne favorise pas la polarisation sociale se fait français incluant le mot d'ordre de non-paiement de la dette et même d'audit programmé de celle-ci, et sur le mémorandum, passage de sa dénonciation radicale à la re-discussion. Le meeting athénien du 14 juin en est un bon exemple : battant, devant peut-être 10 000 participantEs (le lendemain, la droite n'en a réuni que 2 à 3 000), Tsipras a centré son discours contre la droite et le Pasok, mais deux thèmes étaient cruellement absents. Le premier, c'est celui de la bataille pour un gouvernement de gauche : parce qu'il s'agit d'une bataille, notamment vis-à-vis de la direction sectaire du KKE et de ses électeurs, et même si le KKE paie cher sa ligne (il passe de 8,5 à 4,5%, avec 25% de ses électeurs de mai ayant cette fois voté Syriza), il était indispensable dans cette nouvelle phase de marteler très concrètement sur un gouvernement de gauche. Autre absent du discours, le terrain des luttes, alors que le recul de celles-ci a pesé sur le résultat final. Et il s'agit non seulement des luttes ouvrières, mais aussi de la nécessité d'une bataille politique centrale contre les nazis, qui ont multiplié les agressions ces dernières semaines contre les immigrés et aussi des militantEs de gauche. Tsipras a juste évoqué une seconde les nazis de Chryssi Avgi pour déplorer le soutien d'un dirigeant de la droite, alors qu'il s'agit précisément de les isoler dans une mobilisation d'ampleur et durable en lien avec les luttes ouvrières.

leur réunion nationale organisent un meeting pour le peuple grec. Frédéric Lévain nous explique comment les dirigeants européens ont pris

élections en Grèce, et les échos de ce résultat

médias français, on a vu la victoire de la droite en Grèce perçue comme un échec économique et les dirigeants européens, soulagés, ten-

ions grecques s'est posé que l'on avait déjà proposé un référendum à Troïka : les médias ont menacé, des dirigeants grecs que le vote Syriza pourrait faire tomber l'euro. Or faut-il

Comment expliques-tu la percée de la gauche anti-libérale Syriza, qui était à 4,6% en 2009 et menaçait d'exploser encore très récemment ?

C'est très simple, dans une situation de luttes massives qui exigeaient un débouché politique, Syriza est la seule force de gauche ayant avancé une proposition de solution crédible pour les élections de mai : un gouvernement de gauche, c'est-à-dire incluant toutes les organisations à gauche du Pasok. C'est l'élément qui a fait la différence, avec le KKE (PC grec) bien sûr, mais aussi avec le regroupement anticapitaliste Antarsya, qui a centré ses campagnes sur les luttes.

Mais en disant cela, on soulève les limites de la campagne de Syriza, même si celle-ci a été indéniablement battante : la perspective électorale a mis sur la touche les grandes luttes sociales qui auraient permis de faire changer les choses, et, comme cela a été clair pour ces élections de juin, Syriza a opéré une série de reculs voulus comme prudents : abandon du mot d'ordre de non-paiement de la dette et même d'audit programmé de celle-ci, et sur le mémorandum, passage de sa dénonciation radicale à la re-discussion. Le meeting athénien du 14 juin en est un bon exemple : battant, devant peut-être 10 000 participantEs (le lendemain, la droite n'en a réuni que 2 à 3 000), Tsipras a centré son discours contre la droite et le Pasok, mais deux thèmes étaient cruellement absents. Le premier, c'est celui de la bataille pour un gouvernement de gauche : parce qu'il s'agit d'une bataille, notamment vis-à-vis de la direction sectaire du KKE et de ses électeurs, et même si le KKE paie cher sa ligne (il passe de 8,5 à 4,5%, avec 25% de ses électeurs de mai ayant cette fois voté Syriza), il était indispensable dans cette nouvelle phase de marteler très concrètement sur un gouvernement de gauche. Autre absent du discours, le terrain des luttes, alors que le recul de celles-ci a pesé sur le résultat final. Et il s'agit non seulement des luttes ouvrières, mais aussi de la nécessité d'une bataille politique centrale contre les nazis, qui ont multiplié les agressions ces dernières semaines contre les immigrés et aussi des militantEs de gauche. Tsipras a juste évoqué une seconde les nazis de Chryssi Avgi pour déplorer le soutien d'un dirigeant de la droite, alors qu'il s'agit précisément de les isoler dans une mobilisation d'ampleur et durable en lien avec les luttes ouvrières.

Antarsya passe de 1,1% à 0,33% des voix. Que dire de la campagne et des perspectives des anticapitalistes ?

La décision de présenter des listes Antarsya a fait suite à une discussion consciente des enjeux électoraux, mais prenant en compte la nécessité d'une campagne offrant des perspectives de lutte, et cela dans un esprit excluant tout sectarisme. De fait, la campagne a mobilisé, même si de nombreux sympathisants ont voté Syriza, qui a vraiment été utilisé comme un outil politique central, comme d'ailleurs cela avait été le cas dans des sondages par des électeurs du Pasok il y a quelques années, sans qu'ils aillent jusqu'à voter finalement pour Syriza. Je le répète : ces discussions – qu'on a eues bien sûr aussi dans OKDE-Spartakos – étaient tout sauf une impasse sectaire, et la nécessité de renforcer la gauche anticapitaliste est pour toutes et tous une évidence encore plus forte ce soir !

Peux-tu ce soir tracer quelques perspectives ?

À mon avis, organiser une campagne antiraciste et antifasciste de grande ampleur, unitaire et durable relève désormais de l'urgence : si face à Chryssi Avgi, il y a eu des mobilisations locales assez fortes, il faut maintenant, face à ce qui n'est pas un épiphénomène mais un poison européen, une réponse politique massive et déterminée sous forme de front unique, sans laisser à ces nervis le temps de s'organiser davantage.



Affiches d'Antarsya. (Jo)

L'autre priorité est la relance des luttes ouvrières : les luttes sont actuellement en sommeil, et la grève de Halivourgia vient d'être déclarée illégale sans réaction majeure des travailleurs. Mais le mouvement ouvrier n'est pas du tout battu, et ces élections sont un encouragement, d'autant que le gouvernement d'union nationale à venir n'aura pas forcément les moyens d'attaquer de front. Des marges importantes pour les luttes existent donc, à condition de développer l'auto-organisation, qui reste si rare !

Propos recueillis par Andreas Sartzekis, le 17 juin 2012

liens en campagne contre le peuple grec

rappeler que Tsipras, le leader de Syriza, a déclaré que la Grèce devait rester dans la zone euro ? Ce sont les dirigeants européens qui ont agité la menace d'une sortie de l'euro, comme un chantage à l'exclusion.

«C'est en agitant la peur d'une sortie de l'euro [...] que Samaras a mené campagne»² peut-on lire dans *Libération* du 18 juin. Force est de constater que les médias français, en relayant le discours des dirigeants européens, ont eux aussi fait campagne pour Samaras.

Ce «soulagement» est-il partagé dans les médias étrangers ?

La pression médiatique sur le vote grec était véritablement internationale³. En Grèce, une partie de la presse a ouvertement fait campagne pour la droite. C'est le cas du quotidien de centre droit *Kathimerini*⁴, qui savoure la victoire : «Un verdict en forme de soupir de soulagement». Le quotidien des affaires *Naftemporiki* titre quant à lui : «Message des urnes : rester dans l'euro».

La presse anglo-saxonne n'a pas été en reste : pour *The Guardian* on a évité de peu le «drachmageddon». Le *Washington Post* évoque quant à lui le pedigree rassurant du futur probable Premier ministre, sorti de Harvard, et «considéré par le Fonds monétaire international [...] comme un partenaire constructif pour les discussions à venir». Si c'est le FMI qui le dit...

L'édition allemande du *Financial Times* avait provoqué un scandale en Grèce en publiant un éditorial incendiaire à

quelques jours des élections, appelant les Grecs à voter contre le parti Syriza. Il triomphe, lundi matin : «Les europhiles peuvent former une coalition».

Comment interpréter la radicalisation du discours des grands médias vis-à-vis de la Grèce ?

Il faut effectivement prendre la mesure de la violence des propos à l'égard de la Grèce. Celle-ci témoigne d'une véritable bataille idéologique. Accabler le peuple grec, le présenter comme le responsable des maux et des châtements que lui inflige la Troïka a assurément une fonction idéologique. La violence est proportionnelle au désaveu que subissent les politiques d'austérité, qui apparaissent de plus en plus clairement comme des politiques absurdes économiquement, injustes socialement, et qui protègent les intérêts d'une minorité au détriment du reste de la population. Cette violence, on la retrouve quotidiennement dans les médias, dans les propos de certains éditorialistes (qui font souvent partie de cette minorité privilégiée), experts en «pédagogie» de l'austérité⁵. Ainsi, Christophe Barbier, dans un de ses burlesques éditoriaux-vidéo⁶, explique que si la Grèce peine encore à trouver un gouvernement, il faudra lui imposer une «tutelle de la zone euro» (c'est-à-dire franco-allemande).

Éric Israelewicz affirme quant à lui dans l'éditorial du *Monde* daté du 12 mai 2012 que «chaque Grec a déjà touché depuis janvier 2010 l'équivalent de 31 000 euros, acquittés d'une manière ou d'une autre par les

contribuables européens [...] Il n'est pas admissible qu'un petit pays, par son refus des règles du jeu, puisse continuer à mettre en danger l'ensemble du continent». Et de conclure par une menace claire : «Aux Grecs de choisir. En espérant qu'ils feront le bon choix. Sinon, l'Europe devra en tirer les conséquences. Sans état d'âme.»

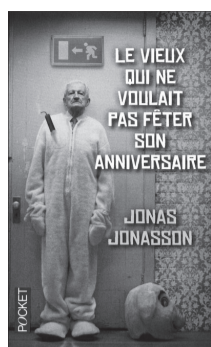
Face à cette radicalisation, il en va donc de la responsabilité de la gauche de gauche de désarmer le discours dominant, de forger les armes intellectuelles pour mettre en échec les rhétoriques nauséabondes d'un néolibéralisme à bout de souffle. Cela passe aussi par la mobilisation et des initiatives comme le meeting de solidarité avec le peuple grec du 23 juin doivent y contribuer !

Propos recueillis par Alain Pojolat

1. Consulter le peuple grec ? Les gardiens autoprouclamés de la démocratie s'insurgent, sur Acrimed <http://www.acrimed.org/article3710.html>
2. Grèce : victoire très étonnante de Samaras http://www.liberation.fr/monde/2012/06/18/grece-victoire-tres-etronnante-de-samaras_827065
3. Revue de presse de la Tribune (18 juin 2012) <http://www.la Tribune.fr/actualites/economie/union-europeenne/20120618trib000704367/apres-le-vote-grec-du-soulagement-mais-pas-d-euphorie.html>
4. Parfois cité comme «journal de référence» dans les médias français, notamment dans *le Figaro* ou dans *C dans l'air*. «Le chantage grec s'invite au comptoir d'Yves Calvi», <http://www.acrimed.org/article3838.html>
5. Les éditocrates conseillent François Hollande : «Devenez impopulaire !» <http://www.acrimed.org/article3828.html> Les éditocrates sonnent le clairon de la rigueur, <http://www.acrimed.org/article3729.html>
6. Comment sauver la Grèce avec une gouvernance européenne moderne http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=oe15NjN5R5w



www.indigne-je-propose.fr
On reproche souvent aux Indignés leur manque de propositions et leur absence cruelle de programme. Eh bien avec ce site, vous aurez la possibilité de découvrir les revendications des Indignés ! L'idée ? Mettre en place une structure souple comme ce site pour regrouper les mouvements et associations de mécontents pour mettre en place un travail en commun. Sur ce site seront aussi ajoutés des articles de fond, des analyses politiques et des vidéos. Une première base de structuration intéressante même si de toute évidence, elle devra être complétée au-delà d'un simple site Internet.



LIVRE
LE VIEUX QUI NE VOULAIT PAS FÊTER SON ANNIVERSAIRE
Jonas Jonasson
Pocket / 8 euros
S'enfuir de la maison de retraite pour éviter de fêter ses 100 ans, bonne idée. Emprunter une valise pleine de fric à des trafiquants de drogue, moins bonne idée. Mais toute sa vie a été ainsi : des hasards qui l'ont amené au bon endroit – ou pas – au bon moment – ou pas... La bombe H, c'est lui, la mort de Staline, c'est lui, il a aussi sauvé Madame Mao, traversé le Tibet, bu un coup avec Franco et Kim Jong-Il. Si si, toute cette histoire du XX^e siècle est (presque) vraie. Comme sa géniale cavale à travers la Suède, avec... une éléphante.
Si si, c'est possible !
Isabelle Guichard



LIVRE
INCIDENT À TWENTY-MILE
Trevanian
Gallmeister / 24,30 euros
Wyoming, 1898. Une ville bientôt fantôme qui survit pour fournir épicerie, bains et bordel aux ouvriers de la mine d'argent voisine. Arrive un jeune gars qui veut vivre et parler comme un justicier de roman, puis un trio de malfrats psychopathes qui veulent s'emparer de l'argent de la mine. Trevanian entremêle les vies et les façons de la mine, raconte, dans la ville isolée par la tempête, avec les résistances face à la barbarie. Mais on rit aussi : « Pendant ce temps-là, moi, j'ai été plus affairé qu'un unijambiste en plein concours de bottage de cul ! »
Ensuite, y a plus qu'à trouver ses autres romans, l'un genre polar et l'autre du côté du Japon.
I. G.



EXPO
ODY SABAN, « LES FLEURS DE LA NUIT »
Galerie Claire Corcia, 323 rue Saint-Martin, Paris 3^e, jusqu'au 30 juin
On connaît Ody Saban pour ce que ses toiles et ses dessins expriment de ferme révolte contre le patriarcat et d'aspiration ardente à l'émancipation générale, comme l'ont signalé les textes que lui ont consacrés Michel Lequenne, Michael Löwy et bien d'autres. Dans la trentaine d'œuvres récentes (2011-2012) réunies pour cette exposition, on remarquera la fusion entre deux atmosphères que son imagination explorait naguère séparément, celle de la forêt vierge et celle de la navigation maritime ou fluviale, toutes deux sans voies tracées à l'avance. Pour apprécier ce que le résultat a de libérant, il suffira de comparer ces paysages rêvés aux cauchemars tropicaux de Joseph Conrad, *La Folie Almayer* ou *Au Cœur des ténèbres* à l'origine du film *Apocalypse Now*. Point de telles ténèbres dans le *Paradise Now* que dessinent les « fleurs de la nuit » d'Ody Saban.
Gilles Bounoure



CD
BABYBLUES
Y'akoto
EW
Le principal handicap pour certains artistes reste souvent de donner l'impression de débarquer au milieu d'une vague ou d'une mode. Par exemple, celle que les médias aiment qualifier de renouveau de la scène soul (où l'on fourre n'importe quelle artiste black, y compris quand, comme Imany, elles n'y ont guère leur place légitime). Y'akoto, jeune artiste d'origine ghanéenne et basée en Allemagne, s'inscrit certes dans cette veine d'inspiration évidente auprès de Marvin Gaye, mais aussi Nina Simone et plus près de nous Erykah Badu, voire teintée également de l'influence des grands maîtres africains à la Fela. Pourtant son premier album extraordinairement accompli – les privilégiés qui ont eu la chance de la voir sur scène ont pu en mesurer toute la fraîcheur et la maîtrise – mérite un peu plus que le jeu des étiquettes. Un univers à découvrir entre Detroit et Accra, avec Berlin au milieu.
King Martov

l'essai

DE LA DROITE DÉCOMPLEXÉE À LA DROITE SUBVERSIVE, DICTIONNAIRE 2010-2012

JACQUES LECLERCQ
L'HARMATTAN
265 pages
26,50 euros



En prévision des rendez-vous politiques incontournables de l'année 2012, Jacques Leclercq a récidivé, en donnant une suite au *Dictionnaire de la mouvance droitiste et nationale*, puis à *Droites conservatrices, nationales et ultras (2008-2010)*. Il nous offre un panorama actualisé concernant les droites françaises, allant des populistes ou souverainistes jusqu'aux franges les plus radicalisées de l'extrême droite. La première partie est une mise à jour des formations ayant été déjà traitées précédemment. La seconde partie recense les nouvelles structures mises en place depuis la parution du deuxième tome du dictionnaire, et elles sont légion. Si nombre des formations étudiées sont inconnues du public, on y retrouve par contre les acteurs de la radicalisation de la droite française décomplexée qui chasse ouvertement sur les thématiques du Front national, telle la Droite populaire de l'UMP sarkozyste. L'auteur continue à fouiller, avec la précision d'un entomologiste, dans tous les recoins les plus microscopiques, comme chez les conspirationnistes et complotistes. Les citations sont nombreuses et le lecteur doit parfois s'accrocher pour lire les délires ultra-racistes et antisémites des plus abjects. On y croise aussi les groupuscules de cette extrême droite subversive tels les partisans du White Power ou des thèses néonazies, ce qui fait dire à l'auteur qu'il existe un risque potentiel d'attentats comme à Oslo, Florence ou en Allemagne, et pas seulement l'œuvre de déséquilibres ou de « loups solitaires », mais de petites structures qui se préparent dans l'ombre à « la guerre civile tant attendue ».
À lire donc ou plutôt à consulter en tant que de besoin (militant), avec l'objectif de mieux les connaître pour mieux les combattre.
Marino Pistolesi

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

FILM **Les femmes du bus 678**

Plaidoyer pour les femmes égyptiennes victimes de harcèlement et d'agressions sexuelles dans l'impunité la plus totale, c'est un long-métrage de Mohamed Diab s'inspirant de faits réels. Harcèlement sexuel et machisme sont le lot quotidien des femmes en Égypte.

De Paris au Caire, la violence du harcèlement sexuel sévit toujours. Le jour même où en France, Bérénice est déboutée de sa plainte (voir *Tout est à nous ! n°153*), des manifestantes sont agressées place Tahrir (Liberté). Accompagnées de quelques hommes, elles sont venues dénoncer la recrudescence du harcèlement subi par les femmes qui participent aux manifestations. « Que ta main soit tranchée. Non au harcèlement sexuel » affichent-elles. L'agression sexuelle est violente et malgré la solidarité active de quelques hommes, elles fuient la place, inquiètes de l'escalade de cette violence qui ressemble à un petit frère du viol en temps de guerre. L'usage de l'agression sexuelle fait des manifestations un environnement hostile aux femmes contestataires. Cette pratique initiée par le Parti national démocratique de Moubarak en 2005 semble remise à l'ordre du jour pour intimider les femmes qui manifestent. Aujourd'hui âgée de 80 ans, Nawal El Saadawi*, militante féministe, constate qu'« alors que les femmes sont descendues massivement dans la rue, rien n'a changé depuis la révolution ».
Quoi qu'il en soit les femmes ne veulent plus se laisser faire, ce film réalisé avant la révolution en est un exemple. Tous les procès pour l'interdire comme les menaces de mort reçues par le réalisateur n'ont pas empêché sa rencontre avec les foules et un succès considérable. Un bus, trois femmes, un destin. Fayza, Seba et Nelly sont confrontées à cette violence et à l'incompréhension,

voire au rejet de leurs proches. Elles vont chacune adopter une riposte différente au machisme de la société égyptienne. Le personnage de Nelly est inspiré de Noha Rushdi, la première égyptienne à avoir intenté un procès pour harcèlement sexuel en 2008, imposant ainsi l'adoption d'une loi en 2009. Loi qu'une députée du parti des Frères musulmans, récemment élue, propose de supprimer, provoquant la colère des associations féministes. Seba crée un cours d'autodéfense pour femmes tandis que Fayza opte pour un moyen qui va mettre la police à ses trousses...
Mohamed Diab, le metteur en scène, était présent en 2008 au tribunal du Caire, aux côtés de Noha Rushdi. Il est possible de relever quelques maladresses cinématographiques, mais loin de tout manichéisme, sans la moindre complaisance, ouvert à l'espoir, son film est un acte militant en faveur de la dignité des femmes à reconquérir, un manifeste. Le sujet représenté dans toute sa complexité n'ignore pas la gravité de la situation économique du pays. Émouvantes et fortes, les actrices nous invitent à les rejoindre dans ce combat féministe. Et puis, il y a un homme, le commissaire...

Alors, allez au cinéma sans plus attendre, ce film est à l'affiche de si peu de salles !
Karol

*<http://www.pierrepiccinin.eu/article-egypte---entretien-avec-nawal-el-saadawi-71268206.html>



Redressement productif : un sinistre gadget

Les élections terminées, le nouveau gouvernement Ayrault est directement confrontée aux milliers de suppressions de poste programmées. Le dialogue social ne sera pas suffisant pour sortir de cette crise.

L'annonce d'une accélération de la décision de fermeture du site PSA d'Aulnay place le gouvernement Hollande-Ayrault 2 face aux réalités des conséquences de la récession économique. Quant aux conséquences sociales, on les connaît : des milliers de suppressions de postes sur le site même et quatre ou cinq fois plus d'emplois indirects avec toutes les conséquences sur la vie sociale, les commerces, les services publics. À Aulnay, mais aussi à Rennes, à SevelNord ou encore à Madrid, ce sont des milliers de salariéEs, de familles, qui vont supporter les conséquences de ces suppressions d'emplois. Et le secteur automobile n'est pas le seul frappé : Technicolor, Air France, Carrefour, Arcelor, Crédit Agricole, etc., la liste s'allonge chaque jour.

NÉGOCIER LES RECULS...

Pour mettre un coup d'arrêt à ces désastres sociaux, il faudrait une politique industrielle et sociale en rupture complète avec le système économique actuel. Le ministère du Redressement productif regroupe des technocrates souvent déjà partie prenante de l'administration précédente, ou passés par le conseil ou la gestion d'entreprises. Autant dire que ce n'est pas de là que sortiront les mesures radicales s'attaquant au pouvoir patronal : réduction massive du temps de travail, suppression du travail de nuit, de week-end, du travail posté, respect de la santé et de la sécurité au travail, qui créeraient des milliers de postes de travail s'ajoutant aux besoins du secteur public. Face à un patronat qui refusera ces mesures s'attaquant de manière frontale aux profits, l'expropriation, l'appropriation par les travailleurEs constitueraient de vraies pistes de sortie de la crise qui ne serait pas payée par les salariéEs. La principale piste ouverte par Sapin et Montebourg consiste à développer le... dialogue



social. Si les directions syndicales peuvent se satisfaire de pouvoir ainsi s'autojustifier, les mesures concrètes seront probablement inexistantes. La modification à la marge de la fiscalité, la réorientation des aides vers les investissements « tournés vers l'emploi », l'accroissement des aides par les régions risquent fort d'être sans effet notable. Le développement de la concertation avec les syndicats, du « dialogue social » sur la route des accords « compétitivité-emplois » pourrait être une possibilité, à condition de ne pas rencontrer d'opposition radicale des salariéEs et des équipes syndicales de terrain.

...OU CONSTRUIRE L'OPPOSITION SOCIALE

C'est l'opposition radicale à tous les projets de liquidation d'emplois qui est à l'ordre du jour. Pour construire cette opposition, il faut

combattre les doutes des salariéEs sur leur propre force. Ceux de Ford, Fralib, SBFM, Lejaby ont montré que les résistances, les victoires même partielles, même provisoires sont possibles. Ces succès s'appuient d'une part sur une mobilisation des salariéEs concernéEs, d'autre part sur le soutien des réseaux locaux. La convergence, la coordination des mobilisations est une nécessité supplémentaire. Difficile à réaliser par des équipes entièrement investies dans la construction de la mobilisation dans l'entreprise. D'autant plus que le combat ne peut rester à l'intérieur des frontières d'un seul pays. L'exemple de PSA-GM, avec des sites visés aussi bien en Allemagne (Opel à Bochum) qu'en Espagne (site de Madrid) qu'à Aulnay ou Rennes montre l'ampleur de la tâche. Des liens réels, d'équipes militantes à équipes militantes ne sont pas un luxe mais une nécessité, une urgence de l'heure. **Robert Pelletier**

Des camps de réfugiés en Finistère

Depuis plusieurs mois, les associations de défense des demandeurs d'asile et des sans-papiers se démènent sans compter pour faire admettre le droit à l'hébergement et au logement à Brest et Quimper.

Depuis quelques jours, comme pour annoncer le changement promis, le préfet a décidé de « déporter » des familles vivant pour certaines depuis trois ans à Brest vers des campings ou des centre de vacances du Sud-Finistère (Trégunc et Bénodet) sans l'accord des associations, en déscolarisant les enfants et en les plaçant sous des tentes, alors même que la pluie ne cesse de tomber depuis plusieurs semaines en Bretagne. Déposées dans ces camps vides, sans nourriture ni explications, le préfet a même menti au gestionnaire du camp de la CCAS EDF de Bénodet en prétendant que ces familles étaient des primo-arrivantes et en refusant qu'elles soient hébergées dans des bungalows en dur... Des fois qu'ils prendraient du bon temps ! La méthode est inhumaine, brutale, indigne ! Seule la solidarité des parents d'élèves, des militants associatifs, politiques et de quelques élus (EELV de Quimper et PCF de Fouesnant) permet à ces familles tchétchènes, mongoles, congolaises de ne pas sombrer. Dans le même temps à Quimper, l'association nouvellement créée, « Urgence un toit pour tous » a réquisitionné une maison appartenant à la commune. Pour y admettre des personnes sans abri et en particulier des demandeurs d'asile qui se voient refuser l'hébergement, alors même

que des places sont disponibles, et la domiciliation par le CCAS de la ville, pourtant nécessaire pour avoir accès à l'AME, à l'aide juridictionnelle et diverses aides sociales et administratives. Entre les camps de réfugiés de la préfecture et la ville de Quimper (majorité PS en alliance avec les Verts et le PCF) qui bloque les hébergements et les domiciliations, des vents nauséabonds soufflent en Finistère. Heureusement la solidarité, les manifestations, le soutien large s'organisent.

SOLIDARITÉ

Grâce à cela, un couple de jeunes tchétchènes, envoyé mardi en camp de rétention à Rennes pour cause d'absence de domiciliation, a retrouvé sa liberté et est revenu à Quimper. Nous avons pu les héberger dans notre maison réquisitionnée. Mais dans le même temps, un autre couple avec trois enfants va être expulsé en Tchétchénie via la Pologne. Ce dimanche, nous avons organisé sur place dans le camp de Bénodet un pique-nique de la solidarité avec nos amis tchétchènes et congolais. Des enseignants, des parents de Brest et leurs camarades de classe sont venus les rejoindre. Un moment émouvant et chaleureux... malgré un temps de chien.



Que le préfet, représentant de l'État, sache que nous, nous ne baisserons pas les bras ! Que les élus locaux et nationaux sachent que nous continuerons le combat pour un accueil et un hébergement dignes. Que le nouveau gouvernement sache qu'il ne connaîtra pas d'état de grâce. Nous exigeons de lui et de sa nouvelle majorité qu'ils rétablissent partout dans ce pays et notamment en Finistère, la reconnaissance du droit d'asile, de l'hébergement et du droit au logement. Les déplacements doivent être arrêtés, les expulsions doivent cesser. Il faut ouvrir des places d'hébergement et permettre un vrai accès au logement et au travail pour les demandeurs d'asile et les sans-papiers.

Correspondant NPA Quimper

3 bonnes raisons de venir aux Rencontres internationales de jeunes !

Du 29 juillet au 5 août, les jeunes du NPA participent avec d'autres à l'organisation d'une semaine de débats, de formations, d'échanges et de fêtes. Les Rencontres internationales de jeunes sont ouvertes à tous les sympathisants de nos idées ou aux simples curieux qui ont envie d'en apprendre plus sur les rouages du capitalisme, de l'exploitation et des oppressions et surtout sur les moyens politiques que nous avons pour changer cette société.

1 - un programme de discussion... pour préparer la révolution !

Durant toute la semaine, différents moments de discussion auront lieu. Les formations du matin par exemple, dont l'objectif est de permettre à l'ensemble des participants de posséder des éléments de compréhension théorique. Les thèmes abordés vont de la crise économique actuelle et l'état du monde à la stratégie pour renverser le capitalisme en passant par les luttes féministes ou antiracistes. L'après-midi, une dizaine d'ateliers ont lieu chaque jour, permettant à tous de pouvoir choisir entre différents thèmes abordés, en fonction de ses centres d'intérêt. Quelques exemples d'ateliers : le rôle de l'extrême gauche dans la révolution égyptienne, marxisme et sexualité, comment combattre l'oppression sexiste ? Ou encore la question de la grève générale comme moyen de renverser la société capitaliste. Ainsi, tout au long de la semaine, de nombreuses discussions sont organisées pour pouvoir apprendre et débattre sur la plupart des sujets. Les RIJ sont donc une semaine riche en politique. Une semaine pour comprendre le monde pour pouvoir mieux le changer !

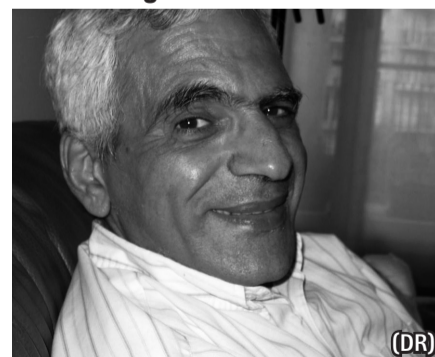
2 - un camp démocratique et autogéré

Pour changer la société, autant commencer... tout de suite ! Ainsi, le camp est organisé de manière démocratique et autogérée. Tout les participants prennent en charge le nettoyage, l'organisation technique, la tenue du bar etc. Ainsi dans le camp, nous ne demandons pas à d'autres de faire le nettoyage à notre place ou à la police d'assurer notre sécurité. De la même manière, c'est aussi l'occasion d'expérimenter d'autres rapports sociaux sans racisme, sexisme ou homophobie. Sans doute que ce n'est pas par de simples comportements individuels qu'on arrivera à en finir avec toutes ces oppressions. Mais la semaine des RIJ, c'est justement l'occasion collective de combattre consciemment, en théorie mais aussi en pratique, ces oppressions.

3 - l'internationalisme en pratique

Durant toute la semaine, des réunions entre les délégations des différents pays ont lieu avec système de traduction pour que tout le monde se comprenne. C'est l'occasion unique de rencontrer des militants venus des Philippines, qui résistent à l'occupation américaine de leur île dans la clandestinité car l'armée n'hésite pas à tuer les militants révolutionnaires. C'est l'occasion d'échanger avec des jeunes du PRT (Parti révolutionnaire des travailleurs) qui, au Mexique, participe activement au développement de la mobilisation étudiante actuelle. Nous discuterons des difficultés qu'ils rencontrent, de la manière d'organiser ici la solidarité avec ces luttes. Des militants de la plupart des pays d'Europe seront aussi présents. À l'heure où les capitalistes européens se coordonnent pour appliquer l'austérité, prendre le temps d'une semaine pour tisser des liens, discuter des perspectives d'action communes est essentiel du point de vue des résistances sociales. Bref, les Rencontres internationales de jeunes, qui se tiendront du 29 juillet au 5 août sous le soleil de l'Espagne, sont une semaine à ne louper sous aucun prétexte. Pour s'inscrire ou pour toute demande : contact-jeunes@npa2009.org **Danny Dhan**

Hommage à Fari



Nous étions onze au cimetière d'Arcueil, un jeudi entre deux averses, pour mettre en terre Fari. Martine qui fut sa compagne et deux amies, sa fille Rojia, son frère et sa sœur et... quelques anciens de la IV^e Internationale qui n'avaient pas oublié qu'en Iran (du Shah ou de Khomeiny) le combat pour l'émancipation n'était pas une fête, mais une lutte à la vie à la mort. Fari et sa famille ont payé le prix fort de cette résistance. Ils ont également payé le prix de nos erreurs dont celle de n'avoir pas vu venir la terrible répression qui allait s'abattre sur nos camarades iraniens. Réfugié en France depuis de longues années, Fari, brisé par la maladie mentale et désespérément lucide, s'était retiré du monde. Il ne voulait plus voir personne et cherchait un réconfort dans les livres - Hegel, Marguerite Duras et les grands poètes persans - qu'il annotait soigneusement. Il est mort seul, rejoignant l'immense cohorte des vaincus anonymes. Salut à toi camarade.



(PHOTO THÉÂTRE ROUGE/TAOUS)

Le CPN des 12 et 13 mai avait adopté à une large majorité la motion suivante (extrait) : « La réunion nationale des 7 et 8 juillet vise à permettre les discussions sur le bilan de la période électorale de la présidentielle et des législatives ainsi qu'à se prononcer sur notre orientation face à la nouvelle situation politique qui en résultera jusqu'au congrès. Elle sera préparée par des réunions locales dans les comités et des regroupements de comités, comme lors des dernières échéances nationales, du 30 juin au 6 juillet. Des contributions seront proposées à l'issue des élections présidentielles et législatives comme base de discussion. Des résolutions différentes pourront être proposées en cas de désaccord. Elles seront enregistrées par le CPN qui se déroulera sur une seule journée le week-end du 23 et 24 juin ». À cette étape, la discussion ne fait donc que commencer. Vous trouverez ci-dessous plusieurs contributions qui déboucheront ou non sur des plateformes distinctes à l'issue du CPN du 24 juin.

P1A Mettre le NPA au cœur des luttes sociales et politiques

La réunion nationale des 7 et 8 juillet ouvre, dans la perspective du congrès, un large débat sur le bilan du NPA, la crise que nous connaissons. Elle doit être un moment de rassemblement pour réaffirmer la nécessité d'un parti anticapitaliste indépendant autour de nos tâches immédiates de construction face à la rupture de la Gauche anticapitaliste, pour enrayer l'affaiblissement de notre parti et pour nous donner les moyens de contribuer à la construction d'une opposition de gauche au gouvernement, et de militer pour la plus large unité des travailleurs et de leurs organisations dans les luttes et les résistances.

La crise économique et financière entre dans une nouvelle phase. Ces dimensions se conjuguent aux crises écologique, climatique, alimentaire et de la

biodiversité dont les peuples sont victimes. Dans ce contexte inédit, le gouvernement de gauche est d'ores et déjà confronté à une crise mondiale qui s'aggrave, ainsi qu'à un mécontentement croissant. La seule issue dépend des mobilisations sociales et politiques. Le NPA inscrit sa politique dans cette perspective. Le changement de situation dépasse la séquence électorale française. Tous les pays européens vont vivre à l'heure grecque au rythme d'une situation instable faite de violents flux et reflux politiques et sociaux. Dans cette situation, l'objectif du NPA est de renouer avec son projet fondateur – rassembler largement les forces anticapitalistes autour d'un projet de transformation révolutionnaire de la société. Dans les mobilisations, le NPA milite pour une politique d'unité d'action de tous les partis de gauche, syndicats

et collectifs, qui doit s'ancrer dans la lutte pour les revendications immédiates. Contre l'éparpillement des résistances, nous portons la perspective de la nécessaire unification des mobilisations dans un mouvement général.

Le NPA œuvre également à la construction d'une opposition politique à la gauche du gouvernement. Dans ce cadre, nous devons nous adresser à toutes les organisations antilibérales, anticapitalistes, révolutionnaires, aux mouvements des quartiers populaires ou aux organisations du mouvement social. Il faut fédérer toutes les forces qui ne participent pas et ne soutiennent pas la majorité présidentielle dans un front politique contre l'austérité. Cette opposition a vocation à être plus qu'un cartel unitaire de partis et devrait s'adresser aussi à toutes les nouvelles formes

de radicalisations (mouvement des « Indignés »...). C'est un front autour d'objectifs politiques. Par exemple, l'abrogation des lois antisociales, liberticides, xénophobes du quinquennat de Sarkozy ; pour l'interdiction des licenciements et des augmentations des salaires ; contre la ratification du pacte européen de stabilité budgétaire ; pour la coordination des mobilisations contre l'extrême droite.

Le NPA ne peut pas intégrer le Front de Gauche qui s'inscrit dans la majorité présidentielle. Nous voulons aider au rassemblement de ses militants autour de cette démarche politique combinant l'unité pour les mobilisations et la construction d'une opposition de gauche.

Pierre Baton, Olivier Besancenot, Sandra Demarcq, Yvan Lemaître, Christine Poupin, Philippe Poutou

P2 Rassembler le parti autour de trois points

Nous avons toujours considéré que le parti se construirait dans la combinaison de rassemblements et de ruptures, de tests. Le NPA fait face à ce test, avec la scission qui se prépare avec une majorité de la GA et le ralliement au Front de Gauche. La question est de savoir si, dans une situation difficile de crise et d'offensive de la classe dominante, il est possible de construire un parti anticapitaliste et révolutionnaire indépendant. Le premier objectif de la réunion nationale est d'y répondre positivement.

1. Construire une opposition militante au gouvernement de gauche.

L'élection du gouvernement révèle un espoir, des illusions, dans ce que pourrait faire le PS. Elles se retranscrivent dans la volonté des directions syndicales de ne pas impulser des mobilisations, ou encore par la formule du Front de Gauche qui refuse

de se situer dans l'opposition au gouvernement et dit même être : « dans la majorité pour réussir ».

Nous devons donc tout mettre en œuvre pour reconstruire le rapport de forces, les mobilisations, à partir de points très concrets, sur le terrain des revendications sociales (salaires, emplois, postes...) et politiques (dette, solidarité avec la population de Grèce, nucléaire...). Le NPA doit s'adresser sans préalable à toutes les organisations, associations, syndicats, partis politiques dans ce but. C'est ainsi que la formule « opposition de gauche » se retranscrit dans la pratique. Nous devons combiner l'intervention dans les luttes et l'interpellation sur la construction de cette opposition. L'opposition de gauche au gouvernement sera en réalité une bataille politique de longue haleine que nous devons mener dans les cadres du front unique.

2. Une campagne pour défendre des mesures d'urgence anticapitalistes.

Nous proposons cette campagne pour donner une cohérence à la politique que nous défendons en cherchant à impulser des campagnes unitaires avec les divers courants anticapitalistes et révolutionnaires. Cela passe par une campagne large pour des revendications anticapitalistes. Ces mots d'ordre se combinent avec ceux des luttes, nous les portons au sein des luttes et par notre matériel propre. Ces points sont par exemple l'interdiction des licenciements, l'échelle mobile des salaires, l'annulation de la dette ou l'expropriation des grandes entreprises. Ils posent une remise en cause de la propriété privée et de l'État. L'objectif est de montrer à une échelle large le sens de notre combat contre le système.

3. Débattre pour reconstruire

La grande force du projet du NPA était d'essayer

d'impulser des débats sur la base d'expériences communes, sur le rôle du parti, son programme, sa stratégie, le rôle du militantisme. Nous devons renouer avec cette pratique, en relançant des débats stratégiques. Ce doit être l'objet du prochain congrès. Au moment de la scission, le NPA a besoin de reconstruire une homogénéité par une pratique commune. Il faut donc regrouper tout le parti en commençant par tous ceux qui ont porté et mené la campagne électorale avec la Position A et aussi bien au-delà. Pas sur n'importe quel contenu. Pas pour faire croire qu'on est d'accord et mener au bout du compte des politiques différentes dans la pratique. Mais au contraire pour se doter d'une orientation qui permette d'agir ensemble.

Mathilde (92N, CE), JB (92N, CE), Armelle (92N, CE), Marie-Hélène (76, CE), Antoine (75, CE), Jean-François (93, CE), Gaël (92N, CE).

P4 Appel à la gauche du parti pour une plateforme commune

La crise du capitalisme provoque des mesures d'austérité terribles, des licenciements massifs, mais aussi des résistances inédites. Les luttes sont souvent menées à la défaite par les réformistes ou canalisées par les institutions. La démoralisation permet à l'extrême droite de progresser dangereusement. La situation exige un parti à la hauteur des enjeux d'une période convulsive : un parti anticapitaliste et révolutionnaire.

La conférence nationale doit permettre de commencer à sortir le NPA de sa crise. Finissons-en avec les compromis boiteux, les formules ambiguës, les accords au sommet ! Il faut une réorientation qui passe d'abord et avant tout par le refus de la dissolution du NPA dans le

Front de Gauche, mais aussi de sa subordination politique par un front permanent « d'opposition »... alors que le FdG soutient Hollande ! La politique d'un bloc politique durable avec les réformistes n'a rien à voir avec un front unique, qui implique de « frapper ensemble », mais en « marchant séparément ».

C'est pourquoi en Grèce, loin de soutenir le programme antilibéral et donc impuissant de Syriza, nous sommes avec ceux qui défendent un programme révolutionnaire et se battent pour un véritable gouvernement des travailleurs auto-organisés, tout en menant une politique de front unique. Face aux contradictions entre les promesses de Syriza et son refus de rompre avec le capitalisme, nous disons qu'il n'y a pas de troisième voie entre l'austérité et la rupture révolutionnaire.

Nous devons relier inlassablement nos mots d'ordre (interdiction des licenciements, partage des heures de travail, Smic à 1 700 euros, sortie du nucléaire, généralisation des énergies renouvelables, défense des droits des femmes, etc.) à l'objectif d'un gouvernement des travailleurs, c'est-à-dire de notre propre pouvoir, rompant avec les institutions capitalistes, basé sur l'auto-organisation généralisée. C'est la seule solution pour annuler la dette, exproprier les banques et les grands groupes capitalistes, rompre avec l'UE, planifier l'économie, ouvrant la voie vers une société véritablement socialiste.

Il faut sortir enfin de l'électorisme, réorienter le parti en direction du monde du travail, construire l'implantation qui nous fait tant défaut, intervenir dans les luttes pour aider à leur auto-organisation

et à leur convergence dans la perspective d'une grève générale. Pour cela, il est indispensable de proposer une politique de front unique et de travailler dans les syndicats de façon coordonnée pour être en capacité d'affronter les bureaucraties et leur « dialogue social ».

Il faut enfin renforcer notre internationalisme, soutenir activement les révoltes des peuples des pays arabes et d'ailleurs, s'opposer résolument aux interventions impérialistes qui se multiplient au nom de la « démocratie », en prenant position pour la défaite de notre propre impérialisme.

Daniela (93), Ludivine (75), Ludovic (75), Marie (75), Manu (28), Vincent (68), membres du CPN

GAUCHE ANTICAPITALISTE Réorienter radicalement le NPA

La situation politique et sociale nécessite un NPA audacieux, offensif et unitaire qui propose de réorienter radicalement les anticapitalistes. Au niveau européen, l'approfondissement d'une crise sans fin exige une politique offensive pour faire converger les résistances, crédibiliser des revendications européennes, construire les solidarités. Pour l'heure, c'est en Grèce que se joue le sort des peuples européens. L'urgence est donc d'affirmer notre solidarité pleine entière avec la résistance grecque et son porte-drapeau Syriza, en soutenant sa proposition d'un gouvernement « 100% à gauche » associant toutes les formations de la gauche radicale, des représentants des indignés et des syndicats, toutes celles et ceux qui refusent le diktat du mémorandum austéritaire et énoncent

une politique alternative basée sur une répartition égalitaire des richesses.

En France, les dégâts sociaux de la crise, la course de vitesse engagée suite à l'implantation durable du FN notamment dans les classes populaires, tout pousse à rassembler les forces de la gauche radicale, réformistes de gauche, antilibéraux, anticapitalistes. Le Front national va tenter de se présenter comme la seule opposition à un gouvernement social-libéral qui va sous peu entrer dans le dur d'un programme d'austérité de gauche. Il faut parvenir à lui opposer non seulement la convergence des résistances mais la construction d'une alternative politique crédible. Dans l'état actuel des rapports de forces, marqué notamment par la disparition électorale de l'extrême gauche (à laquelle le NPA a contribué par l'orientation

catastrophique mise en œuvre depuis la CN de juin 2011), la construction d'un bloc antiaustérité doit partir de l'existant, c'est-à-dire du Front de Gauche, avec l'objectif de l'élargir et de le transformer. La dynamique de la campagne présidentielle de Mélenchon, appuyée sur un profil d'opposition de gauche au PS, a constitué la bonne nouvelle de la séquence électorale. Cette dynamique ne s'est pas traduite dans les législatives : il n'y a pas vraiment eu de campagne nationale et les résultats sont contrastés. Mais la mise en mouvement de secteurs significatifs du mouvement social et syndical, la repolitisation d'une série de couches de la société va mûrir et porter ses fruits, dans les combats à venir.

Il restait une vérification majeure, celle de la participation ou non du FdG au gouvernement Hollande.

Cette hypothèse est aujourd'hui levée. Il faut tirer les conséquences de la satisfaction d'une exigence portée, depuis 2005, par la LCR. Le NPA doit engager un processus de discussion et entrer au FdG, comme courant indépendant.

Il n'est pas question d'abdiquer au projet de rassembler des anticapitalistes, dans la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société. Le NPA doit contribuer, au sein du FdG, au rassemblement de tous les anticapitalistes et écosocialistes. Construire un bloc de gauche antiaustérité, rassembler les anticapitalistes en son sein, telles sont les tâches de l'heure, dans une situation politique et sociale difficile, qui ne laisse pas place aux attermolements ni au sectarisme.

Fred Borrás, Ingrid Hayes, Damien Joliton (CE)



Reconstruire le NPA dans une situation nouvelle

La réunion nationale (RN) de juillet aura pour première tâche de clore la crise qui secoue le NPA depuis un an, en rejetant la proposition de la Gauche anticapitaliste de rejoindre le Front de Gauche. Non pour des raisons tactiques ou d'opportunité, mais parce que les projets sont profondément différents : anticapitalisme révolutionnaire versus réformisme antilibéral. Au-delà, tout en ouvrant le débat préparatoire au congrès, il faudra engager les tâches de reconstruction de notre parti, en commençant par prendre la mesure des grands changements intervenus depuis le congrès précédent :

- l'aggravation qualitative de la crise, entraînant de nombreuses conséquences, dont la menace de dislocation qui pèse désormais sur la zone euro, mais aussi le resurgissement de situations pré-révolutionnaires comme on le voit en Grèce ;
- la défaite de la droite et l'installation du gouvernement Hollande-Ayrault. Celui-ci, par-delà quelques mesurette, entend maintenir les contre-réformes de

la droite. Et s'il a différé toute annonce impopulaire jusqu'à la fin de la période électorale, l'austérité de gauche, quand elle tombera, sera brutale.

- la nouvelle avancée de l'extrême droite et, à gauche, la reconstitution à travers le FdG d'une force réformiste crédible et dynamique, un phénomène politique nouveau et qui ne se limite pas à l'Hexagone comme le montre la percée de Syriza. La RN devra affirmer que le NPA se place résolument dans l'opposition de gauche au gouvernement, et qu'il travaille à construire plus largement un front sur cette base. Que cela se fera d'abord dans les luttes, parce que ce sont les batailles à venir qui poseront concrètement les problèmes politiques d'une confrontation et d'une alternative au social-libéralisme. C'est là, avant tout, que se décidera le positionnement de chaque courant politique. C'est dans et pour ces luttes aussi qu'il faudra s'opposer à la politique du « dialogue social » qu'Ayrault renoue avec les directions syndicales. Le FdG est aujourd'hui dans une position de soutien

critique au gouvernement. Dans cette situation, il ne s'agit pas de lui proposer un front politique commun mais de l'interpeller, de l'inviter à rompre avec ce gouvernement. Face à l'austérité de gauche qui viendra inéluctablement, il nous reviendra d'expliquer qu'on ne peut pas gouverner à la fois pour les travailleurs et pour les patrons, qu'on ne peut pas soutenir en même temps le gouvernement et les manifestants.

Dans moins de six mois, le NPA tiendra son second congrès. Il s'agira de développer et préciser les premières analyses et réponses politiques que nous aurons pu définir dès cette RN. Le congrès devra réaffirmer le projet fondateur du NPA tout en l'actualisant au vu des changements très importants intervenus depuis sa création. Et se pencher sur les nombreux problèmes de construction, de direction et de fonctionnement auxquels nous avons été confrontés.

Albert Guillot, Jean-Philippe Divès, Julien Sojac

L'actualité du NPA

Les raisons qui nous ont amené à lancer le NPA sont plus que jamais d'actualité aussi bien du côté de l'accélération des crises du capitalisme et des attaques qu'elles engendrent que du côté des expériences faites par des mouvements de résistance de masse (Égypte, Tunisie, Grèce, Québec, Indignés, Occupy, etc.). Nous voulions regrouper dans un nouveau parti anticapitaliste ceux et celles qui se battent depuis des années ou veulent se battre dans leur quartier, leur boîte, leur fac, dans une association, un syndicat, un collectif...

Nous voulions que ce parti se montre utile en nous donnant plus d'efficacité au sein du mouvement pour nous coordonner, pour échanger les expériences, pour radicaliser nos combats, pour faire avancer les exemples d'auto-organisation et l'implication plus large dans les luttes...

Nous voulions que ce parti parte de ce que nous

avons en commun et mette en débat le reste en laissant le temps aux positions de se confronter et aux arguments de convaincre pour poser au moins les bases de l'agir ensemble.

Nous voulions un parti qui laisse un large champ libre aux expérimentations, en tire des bilans, préfère se bâtir sur des campagnes communes plutôt que sur des différenciations préalables toujours plus excluantes...

Mais ce NPA que nous voulions n'est pas réellement né... Face à cela nous n'avons pas de solution prête à cuire, sous vide. Alors que se profile une conférence nationale des comités, nous pensons qu'il ne s'agit pas seulement d'une question de réorientation pour le NPA mais plutôt d'une refondation.

Si nous estimons qu'il ne nous incombe pas de proposer la solution miracle nous pensons qu'entre ceux et celles qui sont encore au NPA et ceux et

celles qui se sont mis en retrait, nous sommes nombreux et nombreuses à chercher comment on pourrait s'en sortir. Et que c'est peut-être là que se trouve un début de réponse.

Ce désir de refondation apparaît partagé par des initiatives comme celle des non-alignés des Bouches-du-Rhône, le réseau libertaires du NPA et probablement bien au-delà comme en témoigne par exemple la contribution du comité Grand-Mirail de Toulouse.

Nous soutenons la proposition faite par des camarades du réseau libertaire et les non-alignés que tous les camarades intéressés par cette démarche se retrouvent lors d'une réunion nationale le 23 juin pour élaborer collectivement les formes à lui donner en vue de la CN.

Déclaration à l'issue de la réunion autour de la liste NPA d'action 27 mai 2012, soutenue par Alain Jacques (Bagneux) et Sellouma (Paris 18)

Pour une démarche alternative à quelques mètres du précipice

Le NPA que nous voulions n'est pas encore né. Cependant, nous n'y renonçons pas car les motivations initiales du projet sont encore plus valables aujourd'hui qu'hier ! Mais la période et l'orientation du parti ne constituent pas les causes uniques de nos difficultés. Le fonctionnement et l'organisation internes (et non uniquement les statuts) sont aussi des enjeux politiques à retravailler en profondeur. C'est pourquoi un groupe issu du réseau « libertaires » a lancé récemment un appel pour une refondation du parti. D'autres réseaux ou regroupements au sein du NPA se sont également exprimés en ce sens. Afin de contribuer à la convergence de toutes ces initiatives pour la CN et le congrès, nous avons proposé dans l'immédiat l'élaboration collective d'une plateforme d'un nouveau type.

Nous y proposons une orientation à tonalités libertaires et autogestionnaires, pluraliste et ouverte, qui livre quelques réponses, esquisse des chemins et formule des questionnements. Cette orientation politique alternative est donc distincte, tout en leur étant transversale, de celles portées par les différentes tendances existantes.

Axée sur les luttes et l'élaboration de notre projet d'émancipation, dont l'enjeu devrait primer sur les débats autour du FdG, cette orientation passe par un bilan des atouts gaspillés et des échecs du NPA depuis sa création.

Lors de la CN de juillet, nous souhaitons aborder trois éléments :

- Recentrer nos activités sur le champ extra-institutionnel : les élections constituent un moment fort de notre activité mais leur enchaînement systématique a mobilisé l'énergie des militantEs et polarisé les débats au détriment de la réflexion de fond sur le projet du parti, la stratégie, le fonctionnement. A contrario, nous proposons de nous réinvestir en priorité, de façon critique et dynamique, dans les luttes et les mouvements sociaux (associations, syndicats et expérimentations alternatives).
- Revoir le fonctionnement du parti et sa démocratie interne, en repensant le rôle de la direction, des tendances, des comités, des commissions thématiques... Réfléchir de nouveau sur la place de l'individu dans le collectif, à l'intégration des nouveaux-elles militantEs, à une formation politique pluraliste, à la réappropriation démocratique

(contrôle, révocabilité, mode de désignation, etc.) par l'ensemble des militantEs.

- Ré-élaborer notre projet d'émancipation : si nos principes fondateurs tracent bien les contours d'un « socialisme du XXI^e siècle », ceux-ci n'ont guère évolué depuis. Il s'agit pourtant d'une tâche essentielle : proposer à l'imaginaire populaire des perspectives politiques désirables, une invitation à inventer ensemble d'autres possibles, d'autres horizons qu'un monde d'oppressions et de routines, en dessinant d'autres rapports d'égalité entre les genres, en définissant d'autres relations entre les êtres vivants sur la planète, etc. Bref, en rendant attirant, possible et souhaitable un changement radical de système.

Il est encore temps d'inverser le cours des choses et de retrouver les fondamentaux de notre projet. **Arnaud (Creuse 23), Cyril (Sciences Po/EHESS Paris) et Thomas (Essonne 91), rédacteurs tirés au sort au sein du « Réseau de réflexions et de pratiques autogestionnaires et libertaires dans le NPA »**

S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
 Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte

Nom :
 Prénom :
 Adresse :

 Code postal :
 Ville :
 Mail :

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

N° DE COMPTE

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

CLÉ RIB

--	--	--	--

Date :

Signature : _____

Établissement teneur du compte

Banque :
 Adresse :

 Code postal :
 Ville :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC
 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

- | | | |
|-----------------|--|---|
| Hebdo | <input type="checkbox"/> 6 mois
28 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
56 euros |
| Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois
22 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
44 euros |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois
50 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
100 euros |

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- | | | |
|-----------------|--|--|
| Hebdo | <input type="checkbox"/> 6 mois
20 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
40 euros |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois
38 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
76 euros |

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



Élie Domota à Paris contre la répression antisyndicale.

Mercredi 13 juin, Élie Domota, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG) et porte-parole du LKP, était à la Bourse du travail de Paris, dans le cadre d'une tournée de meetings pour l'arrêt de la répression antisyndicale en Guadeloupe, l'arrêt de tous les procès contre des syndicalistes pour des actes relevant de leurs mandats syndicaux, la levée de toutes les sanctions et le respect des accords. Une lettre a été adressée à la ministre de la Justice Christiane Taubira, dans laquelle le comité attire l'attention sur la situation extrêmement préoccupante qui se développe depuis plusieurs années en Guadeloupe. Des courriers sont adressés au ministère de la Justice depuis deux ans concernant les procès en cascade dont sont victimes les militants syndicaux, particulièrement ceux de l'UGTG. Contre cette criminalisation de l'activité syndicale, 500 syndicalistes ont été conduits à protester publiquement en mars et avril afin que cesse cette répression syndicale contraire aux conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT), et pour que soient abandonnées les poursuites et levées les sanctions à l'encontre des syndicalistes.

Avant d'être nommée aux fonctions de Gardes des sceaux, Christiane Taubira avait manifesté un attachement à l'exercice des libertés syndicales. Les poursuites doivent être levées à l'égard des syndicalistes.

La bataille continue au Chefresne. Mercredi 6 juin, une trentaine de militants ont occupé une route sur la commune du Chefresne (Manche), afin de bloquer l'accès des camions au chantier de la ligne THT. En tête le maire de la commune, Jean-Claude Bossard, a réclamé le respect d'un arrêté municipal en date du 29 février 2008 qui interdit le passage de la ligne THT à moins de 500 mètres des maisons. Le ton est rapidement monté, et le maire ainsi que cinq autres militants ont été arrêtés par la gendarmerie et placés en garde à vue. Ils en sont ressortis au bout de dix heures sans qu'aucune charge sérieuse ne soit retenue contre eux. Pour protester contre cette arrestation arbitraire, les dix élus de la communes réunis en conseil municipal le vendredi soir, ont décidé de ne pas organiser le premier tour des législatives. Et alors que le préfet les avait réquisitionnés, ils sont allés jusqu'à démissionner en bloc le samedi soir. Le premier tour des législatives s'est donc tenu

dans la commune avec des élus démissionnaires. Ces résistances sont la suite de l'occupation des arbres qui dure depuis le 29 mars dernier. En effet, des militants ont construit des plateformes et campent dans les arbres sur un terrain qui appartient au maire, depuis que les élagueurs se sont présentés pour abattre les arbres à l'emplacement des futurs pylônes et ainsi permettre la construction sur 160 km de la ligne THT, qui devrait acheminer l'électricité produite par l'EPR de Flamanville. Le NPA soutient toutes les résistances qui visent l'arrêt de l'EPR et de sa ligne THT. Alors si la route de vos vacances passe par le sud manche, n'hésitez pas à aller saluer les militants anti-THT au Chefresne.

Carton rouge contre Israël.

Mardi 12 juin, la Fifa a sorti un carton rouge à l'État d'Israël. Joseph Blatter, le président de la Fifa, a enfin pris position en exhortant la fédération israélienne à intervenir en faveur des joueurs palestiniens « détenus en violation apparente des droits de l'homme et de leur intégrité et apparemment sans droit à un procès » à la suite de la médiation du cas de Mahmoud Sarsak. Une vague d'indignation a en effet secoué le petit monde du ballon rond

face au cas de ce footballeur, espoir du foot palestinien, sélectionné en équipe nationale et originaire de la bande de Gaza, qui a été arrêté le 22 juillet 2009 par les autorités israéliennes. Mahmoud Sarsak, qui se rendait en Cisjordanie, dans un camp de réfugiés dont le club de foot venait de le recruter, n'a depuis son arrestation jamais pu rejouer au football. Emprisonné depuis trois ans sans motif ni jugement, il poursuit sa grève de la faim depuis environ 90 jours. Même si Israël ne s'est pas retrouvé qualifié pour l'Euro 2012, certains matchs, notamment celui joué par l'équipe de football féminin face à l'Écosse, ont été quelque peu perturbés. Le public de supporters a en effet exigé la libération de Mahmoud Sarsak en scandant « Free Palestine » durant tout le match, qui s'est soldé par un 8-0 pour l'Écosse. Finalement, la mobilisation a payé, puisque Mahmoud Sarsak a conclu lundi 18 juin un accord avec l'administration pénitentiaire pour cesser son action en échange de l'engagement d'être relâché. Le 10 juillet, il sera de retour dans la bande de Gaza, mais pas en sortant, et ne pourra donc pas rejoindre son équipe en Cisjordanie. Par ailleurs, si sa libération est une victoire, il ne faut pas oublier tous les autres Palestiniens incarcérés qui n'ont pas la chance, eux, d'être des footballeurs de talent.

PSA Aulnay: ne pas accepter la liquidation du site.

Info ou intox: la direction de PSA pourrait annoncer le 25 juin, à l'occasion de la publication de ses résultats semestriels, la fermeture de l'usine d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Depuis la publication par la CGT du projet de restructuration du groupe prévoyant la fermeture des sites de SevelNord, Aulnay et Madrid, la direction se refuse à démentir clairement ces informations. Mais le rapprochement avec General Motors et le recul des ventes en France et en Europe ne font que confirmer les craintes des salariéEs et des syndicalistes du site. Le transfert de production vers d'autres usines, l'abandon des contrats de nombreux prestataires de services, CDD et intérimaires accroissent les inquiétudes. La semaine dernière, Opel, filiale de GM, a annoncé la fermeture de son usine de Bochum à la fin du cycle de production du modèle qu'elle produit actuellement, estimée à la fin 2016. Des rencontres avec Hollande, Montebourg, il n'est rien sorti de concret. Ce mardi, après la rencontre entre Montebourg et le PDG Varlin, on n'en sait pas plus. Tout juste des engagements à demander des informations précises à PSA. La direction prend prétexte de la crise pour mettre en œuvre cette restructuration prévue de longue date. Les sites de SevelNord, Madrid et Rennes restent menacés malgré les tractations engagées avec d'autres constructeurs. Pour les salariéEs et les régions concernées, c'est une question de survie qui est posée. Pas question

d'accepter ce massacre social. La prochaine mobilisation aura lieu à l'occasion de la tenue du comité central d'entreprise, le jeudi 28 juin avec un rassemblement devant le siège du groupe, 75 avenue de la Grande-Armée à Paris à partir de 10 heures.

Technicolor: mobilisation contre la liquidation du site d'Angers. Depuis la décision du tribunal de Nanterre du 1^{er} juin, l'usine Technicolor d'Angers (ex-Thomson Angers) est en procédure de redressement judiciaire.

Un groupe de travail a été mis en place pour étudier la reconversion du site. L'intersyndicale de Technicolor se félicite de la mise en place de ce groupe de travail mais rappelle qu'il appartient au groupe Technicolor d'assurer la reconversion de son site industriel et de sécuriser l'avenir professionnel des salariéEs dont il est l'employeur. Les repreneurs qui se sont présentés à ce jour sont récusés par les organisations syndicales. Une mise en liquidation judiciaire, entraînant plus de 350 suppressions d'emplois est inacceptable. L'intersyndicale de Technicolor appelle le 28 juin prochain à partir de 9 heures, à l'occasion de la prochaine audience fixée par le président du tribunal de commerce « afin de statuer s'il y a lieu sur la poursuite d'activité » de Thomson Angers, à un grand rassemblement unitaire de soutien des salariéEs Technicolor d'Angers devant le tribunal de commerce de Nanterre.

Sealynx: les salariéEs prennent acte. Les salariéEs de l'usine Sealynx de Chareval (Eure), votaient mardi soir et mercredi matin sur la reprise du travail après huit jours de grève pour obtenir leur intégration dans Renault. Cet équipementier qui fabrique des joints d'étanchéité pour l'automobile et emploie 550 salariéEs est principalement un sous-traitant de Renault (85% des ventes). Deux repreneurs ont déposé des offres de reprise de l'entreprise: Cooper et Stomil Sanok. Les deux prévoient le maintien d'un maximum de 400 emplois sur le site. L'intersyndicale exige l'intégration à Renault. Face au mouvement de grève, la direction de Renault s'engage à maintenir ses commandes le temps de la procédure de redressement judiciaire, à aider à la reprise par un maintien de commandes jusqu'en 2015 et à mettre dans la négociation, avec le repreneur et le Fonds d'aide aux équipementiers, des engagements sur l'innovation et la revitalisation de la zone d'emplois. Après un premier refus par l'assemblée générale des salariéEs du site, lundi, la direction de Renault a consolidé ses engagements. Un premier recul apprécié par beaucoup de salariéEs qui ont décidé démocratiquement une probable reprise du travail, tout en restant vigilants.

SODI MÉDICAL

Un soutien qui paye



Le 14 juin, Philippe Poutou et Olivier Besancenot viennent soutenir les salariéEs de Sodi Médical à Plancy-l'Abbaye près de Troyes. Depuis huit mois, aucun salaire n'a été versé aux salariéEs qui occupent l'usine. À la suite de cette visite, les salariéEs ont été invitéEs par Arnaud Montebourg. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction: 01 48 70 42 27
Diffusion: 01 48 70 42 31
Administration: 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail: redaction@npa2009.org
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire: 0414 P 11508
Tirage: 6 500 exemplaires
Société éditrice: Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication:
François Coustal
Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®